NUMERO 633 PRIX : 6 F JUIN 1977

la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

LES NERVIS DU PATRONAT A L'ŒUVRE

LE SANG COULE TOUJOURS DU MÊME CÔTÉ

Ainsi donc, le sang ouvrier a coulé encore à Reims : un ouvrier, Pierre Maitre, est mort, deux autres camarades sont grièvement blessés par balles. Ils faisaient partie d'un piquet de grève devant l'usine des Verreries Mécaniques Champenoises dans la banlieue immédiate de Reims. Cette entreprise était en grève depuis une semaine à la suite du licenciement de deux délégués syndicaux. Le piquet de grève est habituel en pareille circonstance, il est de règle dans toute cessation collective de travail. C'est vrai en France comme dans tous les pays où le droit de grève est reconnu. Il sert à l'extérieur la propagande du mouvement, il entretient la ferveur, il est aussi l'organisateur de fêtes ouvrières qui, autour d'une grève, atténuent ce qu'a de dur et de grave ce genre d'action.

On retrouvait tout cela à Reims dans cette soirée du 4 au 5 juin. C'était le calme après un peu de détente joyeuse. Une première attaque violente venait d'avoir lieu, par des hommes étrangers au personnel de l'entreprise, qui, avec le renfort de grenades lacrymogènes, voulaient arracher la banderole indiquant, comme il est aussi habituel, que l'usine était en grève et pourquoi elle l'était. Cette attaque repoussée, une voiture survint alors peu de temps après, des coups de feu en partirent sur les ouvriers rassemblés. Trois d'entre eux tombèrent ; l'un d'eux devait succomber peu après.

Ce court rappel étant fait de cette soirée tragique, il faut en tirer les durs enseignements, non seulement pour cette grève de Reims des 1 800 travailleurs des Verreries Mécaniques, mais pour le mouvement ouvrier tout entier. Cela sera déjà fait quand ces lignes paraîtront, mais nous nous devons ici d'exprimer à la fois notre solidarité avec les travailleurs de Reims et notre indignation contre les méthodes violentes de lutte anti-ouvrière organisée ; elles sont maintenant mises dans une lumière crue après cette tragique fusillade qui, une fois de plus, et du même côté, a fait couler le sang.

Le « commando » des cinq tueurs a été arrêté. Comme par hasard, ils étaient membres de la C.F.T., prétendue Confédération Française du Travail, en fait création d'auto-défense violente du patronat.

DANS CE NUMERO :

Comme par hasard, ils étaient tous les cinq « agents de maîtrise » chez Citroën, la boîte de sombre réputation bien établie où, seule à peu près dans son cas, règne la C.F.T. servie par ces singuliers « agents de maîtrise ». L'enquête précisera sans doute les titres qu'ils ont à une semblable dénomination. On sait qu'il existe des officines spécialisées dans le recrutement de pareils « contremaîtres ». On leur demande plus de muscle que de cerveau (le cerveau est ailleurs) ; leur meilleure référence, c'est souvent leur participation aux opérations spéciales des guerres d'Indochine ou d'Algérie ; assez souvent aussi, ils ont été du S.A.C., le Service d'Action Civique de triste renommée. C'est justement le cas du chef de ce commando de tueurs à gages. Comment font-ils, ces gens, pour se procurer leur arsenal ?

On ne peut oublier, dans cette analyse des événements de Reims, le fait qu'à la stupéfaction de la bonne bourgeoisie rémoise, la municipalité a été conquise par une liste d'union de la gauche ayant à sa tête un communiste. Cette défaite inattendue de la vieille droite traditionnelle a créé et elle entretient dans la cité une atmosphère de tension qui, en réaction, appelle la violence. On voit d'où vient cette violence, les armes qu'elle emploie, les hommes dont elle dispose. Et ce n'est pas vrai pour Reims seulement. On peut craindre l'extension de ce genre d'attentats avec peut-être plus d'opacité dans la responsabilité immédiate. La peur est un des facteurs stratégiques principaux de la droite menacée dans son pouvoir. Quoi qu'elle en dise, elle a intérêt à créer et à entretenir la peur. Oh ! elle ne se « mouillera » pas directement. Mais les hommes de main ne lui manqueront pas.

Ici, où jamais ne sera préconisée la violence, en saluant encore une fois les ouvriers et les familles ouvrières de Reims frappés par une des formes les plus abominables de violence, nous dénonçons, avec tous les militants de la classe ouvrière, les méthodes de gangstérisme qu'un certain patronat a intronisées dans l'inévitable lutte de classe.

Extraits de la résolution générale adoptée au congrès F. O.

Dans la documentation qui nous a été fournie sur le congrès F.O. nous avons le texte de la résolution générale adoptée par 83 % des mandats. Nous n'avons pas trouvé les textes des deux motions minoritaires. Nous ne pouvons donc en faire état aujourd'hui. Nous espérons pouvoir les commenter ultérieurement. Voici donc quelques extraits de la résolution majoritaire :

Organisation de défense de la classe salariale, la C.G.T.-F.O. entend lutter, en pleine indépendance, pour améliorer la condition des travailleurs, pour la défense et l'épanouissement de la démocratie.

Le 13e Congrès Confédéral proclame que cela exige :

— le respect total de la liberté d'opinion, ce qui est le véritable sens de la laïcité. Cela implique la tolérance, car la tolérance est la condition fondamentale de la liberté.

— Le combat permanent contre tout despotisme moral ou matériel, qu'il soit de nature politique, philosophique, religieuse ou découlant du capitalisme, de l'Etat ou de la technocratie bureaucratique et scientifique.

— L'indépendance syndicale quelle que soit l'origine politique ou le système économique, car l'indépendance syndicale est à la base de la démocratie.

Le mouvement syndical authentique n'est pas apolitique, en ce sens que pour défendre le travailleur, il s'intéresse forcément à la vie de la collectivité. Mais cela ne saurait le conduire, sous peine de le voir perdre son indépendance, à s'engager dans l'action politique des partis, que ce soit sur le plan électoral ou d'un programme de Gouvernement.

De par ses origines, sa pensée, ainsi que par la pratique quotidienne de son action, le syndicalisme ouvrier français, dont la C.G.T.-F.O. perpétue la tradition, s'est toujours déclaré anti-capitaliste. Mais, même la transformation de la société capitaliste en société socialiste qui suppose l'appropriation collective des moyens de production et d'échange ne supprime pas la division de la société en classes, ni par là même la lutte des classes. D'autre part, force est de constater que de graves déviations ont conduit des pays, sous couvert de socialisme, à un capitalisme d'Etat, oppresseur, coercitif et liberticide...

LE SYNDICALISME ET L'ETAT

... La même conception doit définir le rôle du syndicalisme dans la Nation et particulièrement à l'égard de l'Etat. Il ne s'agit pas de nier l'utilité de « la politique de présence » dans certains organismes consultatifs tel le Conseil Economique et Social. Outre les informations qu'il en recueille, le syndicalisme y trouve un moyen d'expression qui est loin d'être négligeable. Mais, là encore, la distinction s'impose entre les responsabilités des élus politiques et les représentants syndicaux : aux parlementaires, élus de la Nation la mission de légiférer, aux syndicalistes le droit d'intervenir pour que la loi soit favorable à la classe ouvrière et le droit, aussi, de contestation.

Et cela revêt une importance capitale au moment où l'Etat, dans les différentes nations, a une puissance accrue, tant sur le plan économique que financier et surtout par les incidences sociales de ses décisions. Certains même, envisagent, sous les vocables les plus divers, une planification rigide dont le syndicalisme deviendrait un élément d'exécution. Comme toujours, celui-ci doit donc veiller à préserver son indépendance en refusant de jouer un rôle qui n'est pas le sien. Contentons-nous de dire que, si « le syndicalisme ne suffit pas à tout, il se suffit à lui-même ».

Les organisations internationales et les conférences qu'elles suscitent ne doivent, à aucun moment, perdre de vue que le combat contre la misère et l'oppression des puissances financières dans leurs formes nouvelles d'organisation internationale, passe par la démocratie et la liberté, c'est-à-dire par la promotion et le respect de tous les droits humains.

En cela, si le congrès de la C.G.T. Force Ouvrière se félicite de l'évolution de la situation politique en Grèce, au Portugal et en Espagne, il s'inquiète du recul de la démocratie et de la liberté dans le monde où les régimes totalitaires gagnent, chaque année, de nouvelles contrées. Plus particulièrement, il stigmatise les persécutions et graves atteintes au droit humain en U.R.S.S. et dans les pays de l'Europe de l'Est, au Chili et dans de nombreux pays d'Amérique latine, dans plusieurs Etats africains et asiatiques, notamment au Cambodge et au Vietnam.

Le Congrès condamne le commerce des armes quels qu'en soient les motifs et se prononce pour le désarmement général simultané et contrôlé.

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

APRES LA GREVE GENERALE DU 24 MAI 1977... OU AVANT LES ELECTIONS DE 1978 ?

La question est posée : est-ce le développement d'une action ouvrière contre un plan capitaliste, d'ailleurs inopérant... ou bien est-ce l'ouverture d'une campagne électorale ?

En fait, il se trouve que les deux oppositions au pouvoir actuel, celle qui est syndicale et celle qui est politique, se sont trouvées confondues au cours de cette journée tant attendue où s'arrêtèrent de travailler la grande majorité des ouvriers et employés, une grève vraiment générale avec seulement quelques bavures localisées. Elle ne fut à ce point générale que parce que toutes les organisations syndicales y appelèrent leurs troupes, y compris celles qualifiées habituellement de modérées par une presse qui n'a pas le temps d'aller au fond des choses. On sait que l'unité, formelle sinon formulée, a un effet multiplicateur.

Ce fut une grève de démonstration. Une grève politique, me souffle-t-on. Le mot ne m'effraie pas, si l'on entend par là qu'elle s'opposait à la politique générale d'un gouvernement pour lequel les affaires du pays ne sont autres que celles du patronat. Pour « sortir la France de la crise » comme dit Giscard, il suffit de supprimer « la morosité » du patronat. Il faut pour cela y mettre le prix et point n'est besoin de chercher qui doit le payer.

Donc, grève politique si vous voulez, mais cela ne signifie pas, n'aurait pas dû signifier, que le mouvement ouvrier était désormais accroché au « programme commun de gouvernement » comme on le faisait chanter sur tous les tons dans les cortèges du 24 mai. Ceux-ci devenaient une forme de propagande d'un programme politique de remplacement, non l'expression d'un programme ouvrier et des formes d'action spécifiquement syndicale à opposer au pouvoir décrépit, à proposer à celui qui, probablement, le remplacera. Le mouvement ouvrier ne doit pas être à la remorque d'un gouvernement, en place ou en instance de l'être. Il a son plan à proposer et à défendre devant le peuple pour que le gouvernement, celui d'aujourd'hui comme celui de demain, ne puisse pas l'éluder. Il est bien possible que n'ayant plus aucune confiance dans le pouvoir d'aujourd'hui, il s'en remette à celui de demain. Mais son plan ouvrier devrait parler de sa haute voix pour que tout le monde l'entende. Le plan de gouvernement en est nécessairement à compter les voix qu'il peut rassembler et, pour ne pas en perdre une seule, à « s'actualiser », à rogner ses angles, comme on le verra, comme on le voit déjà. Le programme syndical devrait voir plus loin et plus haut. Tant mieux si, sur plusieurs points, les deux plans s'accordent. Le mouvement syndical ouvrier aurait son plan de référence. Ce serait l'instrument de son jugement sur « la gauche unie » au pouvoir.

***

C'est peut-être ainsi que l'entend la C.F.D.T. Elle nous a annoncé pour ces jours-ci la publication d'un programme ouvrier pour sortir de la crise capitaliste, non à la manière de M. Barre — qui d'ailleurs n'en sort pas — mais en tant que centrale syndicale responsable. Nous l'attendons pour l'étudier et le discuter. Espérons qu'il sera comme le prolongement logique de cette grève générale du 24 mai, un plan de défensive et d'offensive ouvrières, non pas la première affiche d'une campagne électorale prématurée.

Elle est déjà commencée aussi pour la majorité parlementaire qui soutient tant bien que mal le gouvernement. Elle en est aux premières largesses pré-électorales, pour les familles, puis pour les vieux et pour d'autres catégories marginales dont les voix compteront. On en oublie même le dogme de l'équilibre budgétaire dont Giscard se prévalait hier. En décembre dernier, le parlement a voté un budget pour 1977 en équilibre (et même en léger excédent). Depuis, de rectificatif en rectificatif, le déficit « prévisionnel » s'élève à 12 milliards 850 millions ! Et celui de la Sécurité Sociale dont on ne parle plus ? Car on n'en parle plus, après l'avoir présenté comme un gouffre. C'est peut-être parce qu'il n'existe plus, ou bien que son montant est beaucoup plus réduit qu'on le disait. Ça fait des années qu'on nous rebat les oreilles avec un déficit « monstrueux » qui en fait n'existe pas. En tout cas, il n'a pas empêché le gouvernement, préludant à sa campagne électorale, d'offrir aux femmes la retraite à soixante ans, pourvu qu'elles aient bossé pendant au moins trente-sept ans et demi.

***

Pendant tout ce temps où l'on s'agite, où Lecanuet retrouve Chirac, la gauche est occupée à « actualiser » son programme commun. Vous vous souvenez que ce ne sont pas les communistes qui, les premiers, ont parlé de l'actualiser. Ce sont, je crois, les radicaux de gauche. Et les communistes, défenseurs farouches de la lettre du programme commun, ont crié alors contre la « révision » de ce programme. Ce sont eux aujourd'hui qui trouvent qu'on ne va pas assez vite dans cette « actualisation » qui, si on les suit, est en fait une révision.

Elle apparaît en plusieurs points, particulièrement sur la question de la force de frappe nucléaire. Le programme commun stipulait : « *renonciation à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que ce soit* ». L'actualisation de ce paragraphe, pour les communistes, consiste tout simplement à le supprimer et à dire le contraire. Voilà que ce sont les socialistes qui rechignent un peu à cette « actualisation ». M. Mitterrand insinue que cette force de frappe pourrait être une « nouvelle ligne Maginot » à la fois aussi coûteuse et inefficace. Claude Manceron, éminent professeur socialiste et honnête homme, s'écrie : non, non et non !

Quant à nous, il faut que ce soit encore chez les radicaux de gauche que nous allions chercher notre provende. Nous n'en prendrons pas l'habitude (personne ne le croirait) ; mais nous lisons ces lignes issues de la fédération du Haut-Rhin du Mouvement des radicaux de gauche :

« Le paragraphe du programme commun concernant la force de frappe nucléaire n'a pas à être « actualisé ». Inutile et inefficace, la force nucléaire française est aussi dangereuse, dans la mesure où elle est forcément dirigée par des technocrates et non par les représentants du peuple français. L'opinion ne comprendrait pas que l'actualisation du programme commun aboutisse sur ce point à un renversement complet des positions de la gauche ».

Nous n'avons rien à ajouter.

DES CHIFFRES QUI PARLENT AUTREMENT

M. Barre nous assure qu'il maintient notre pouvoir d'achat. Ni vous, ni moi, ni la ménagère ouvrière, n'avons cette impression. Mais M. Barre nous dira qu'il ne faut pas se fier aux impressions. Il faut voir les chiffres globaux, non ceux que la ménagère voit de ses yeux sur l'étal du marchand de légumes. Soit : examinons des chiffres officiels même s'ils ne s'accordent pas avec ceux de notre budget quotidien.

Voici ceux qui résultent de *« l'enquête trimestrielle du ministère du travail sur l'activité et les conditions de travail de la main-d'œuvre au 1er avril 1977 »*. Ils constatent d'abord, en même temps qu'une baisse des effectifs salariés (c'est-à-dire une augmentation du chômage) un « très fort ralentissement de la hausse des salaires horaires des ouvriers » (nous citons). L'indice du salaire horaire moyen n'a augmenté que de 2,3 % tandis que l'indice des prix grimpait, pendant la même période, de 1,9 %. Le rapport en question en déduit arithmétiquement que le pouvoir d'achat horaire a augmenté de 0,4 %. M. Barre s'écriera : vous voyez bien qu'il n'a pas diminué ! Il a effectivement diminué pour tous ceux dont l'augmentation nominale a été au-dessous de cette moyenne. Il faut se défier des moyennes. Pour tous ceux et celles aussi dont la durée du travail a été réduite en dessous de la moyenne (encore une moyenne !) qui est, nous dit-on, pour l'ensemble des salariés, de 41,4 heures.

A ce propos, puisque nous en sommes à la durée du travail, alors que des travailleurs chôment partiellement ou totalement, savez-vous combien on faisait d'heures, ces derniers temps, dans la sidérurgie par exemple, une industrie de travail pénible ? « Le Monde » du 18 mai dernier nous fait part des « ultimes » propositions du patronat de cette branche aux organisations syndicales. Nous y apprenons que pour bénéficier éventuellement d'une pré-retraite à cinquante-quatre ans avec 75 % du salaire, il faut avoir travaillé « en feu continu » pendant au moins cinq ans à raison de *cinquante-six heures par semaine !* Vous avez bien lu. Il est vrai que cette condition d'asservissement peut être ramenée à quarante-huit heures hebdomadaires, pourvu que l'ouvrier l'ait pratiquée « en feu continu » pendant quinze ans au moins (pendant vingt ans en semi-continu).

Voilà où on en était donc, dans la sidérurgie, sous le régime légal de quarante heures par semaine !

LES ECHOS PROLONGES DU CONGRES DE « FORCE OUVRIERE »

Il y a déjà plus d'un mois que s'est tenu, à Vichy, le congrès confédéral de la C.G.T.-Force Ouvrière. Les échos en sont affaiblis déjà, mais ils se prolongent.

Nous regrettons que la « R.P. » n'ait pu y être représentée directement comme elle en avait l'habitude : nos jeunes étaient à leurs boulots et les moins jeunes ont eu, à la date de ce congrès, des empêchements divers, dont certains tiennent à ce qu'ils ne sont plus jeunes. Certes, nous attendons d'amis de la « R.P. » participant à ces assises, leurs commentaires personnels. Ils viendront sans doute, s'il n'est pas trop tard. Mais nous avons reçu du service de presse du congrès une abondante documentation, avec le résumé des nombreuses interventions des délégués. Cela nous permettra de donner, sinon un compte rendu vivant, du moins une idée générale de ce congrès confédéral F.O. qui chez nous, comme il se doit, soulève toujours beaucoup d'intérêt, quoi qu'on en puisse penser dans un sens ou dans l'autre.

Un délégué a pu dire qu'il était déjà terminé, dès sa première séance, après l'appel lancé par Bergeron à une grève générale interprofessionnelle de vingt-quatre heures. Le siège était fait puisque non seulement la proposition fut immédiatement approuvée et saluée par le congrès, comme par une sorte de soulagement, mais aussi parce qu'aucun délégué ne devait ensuite remettre en question cette approbation spontanée.

On connaît bien ici les caractéristiques permanentes de ces grands débats Force Ouvrière : une influence personnelle de son secrétaire général qu'il doit plus à une honnêteté foncière qu'à une éloquence directe et chaleureuse ; une minorité révolutionnaire assez hétérogène, mais permanente elle aussi, qui combat à fleuret moucheté le bureau confédéral, qui est surtout impitoyable pour toute velléité de constitution d'une autre minorité, plus sujette celle-ci aux fluctuations de la conjoncture politique. Il s'en révèle une à chaque congrès nouveau : en 1971, à Paris, ce fut celle de Labi, ex-dirigeant de la Fédéchimie, qui a disparu de la scène syndicale ; en 1974, à Toulouse, ce fut, avec Couderc, passé depuis à la C.F.D.T., une première manifestation d'une opposition venue de certains membres militants du parti socialiste.

Cette année, à Vichy, ce fut plus ouvertement, plus clairement exprimée, par la voix surtout du syndicat des impôts, une minorité (faudrait-il dire une fraction socialiste) qui défendit sa motion spéciale d'orientation sous la dénomination inattendue de « résolution de camarades attachés à la Charte d'Amiens » ! Mais dans cette vaste assemblée qui n'invoque pas la Charte d'Amiens ? Cette motion recueillit quand même 9 % des suffrages, ce qui n'est pas négligeable. Elle en eut même davantage que la motion traditionnelle de « lutte de classe » défendue par les anarcho-syndicalistes et trotskystes réunis.

Si le rapport moral de la direction confédérale fut approuvée par 87 % des mandats, cela veut dire quand même que 13 % ne l'approuvèrent pas et, dans les interventions des délégués, se détachèrent mieux ces voix contestataires.

Relevons quelques notations dans ces résumés des interventions que nous avons sous les yeux. *Giroir* (cheminots - Paris Montparnasse) vote pour le rapport moral, mais regrette que le défilé du 1er mai à Paris ait été annulé. *Coustaury* (Alimentation) dénonce la sous-traitance qui sévit dans son industrie et qui crée un sous-prolétariat dépourvu de toute protection. *Louis Blanc* (Fédéchimie) remercie le bureau confédéral pour ses interventions dans la grève menée par F.O. au Commissariat de l'Energie Atomique, pendant quatre mois, dans le silence des grands moyens d'information. *Paul Malnoë* (Métaux) décrit la situation dramatique de la construction navale française. Pas question de gérer la crise avec les employeurs ! Malnoë salue évidemment la décision de grève générale de vingt-quatre heures qui « doit se situer sur un plan strictement revendicatif, à l'abri des consignes politiques des partis ». *Vasquez* (Fédération des Finances) apporte un vote contraire au rapport moral. Il reproche à la direction confédérale de rester hors de l'action commune. La décision de grève générale devrait marquer un tournant de l'orientation de F.O. *Roger Olivier* (Intersyndicale du bâtiment) apporte la moitié de ses mandats contre le rapport moral. « Nous, du secteur privé, dit-il, avons le sentiment d'être les parents pauvres de F.O. » *Claude Payement* (Union région parisienne) approuve le rapport moral, notamment sur la laïcité de l'enseignement, il regrette le peu de place qu'il a donné à la question de l'autogestion et qu'il soit quasi muet sur les coopératives ouvrières. *Pierre Lambert* (Sécurité Sociale) pose la question : les directions de la C.G.T. et de la C.F.D.T. sont-elles révolutionnaires ? C'est pour y répondre négativement. Après le 24 mai, il faudra continuer le combat. *Roulet* (impôts) range nettement son syndicat dans l'opposition. Il se défend pourtant d'être « dissident ». Selon lui « on n'arrive nulle part en séparant la politique du syndicat ». *Alexandre Hébert* (Union Loire-Atlantique) parle, comme on pouvait s'y attendre, un tout autre langage : « Qu'on ne s'imagine pas que notre syndicalisme est prêt à jouer le rôle de courroie de transmission ! Nous combattrons aussi bien le plan Rocard. Quant à l'unité organique, je l'ai connue, au bénéfice de l'âge, ceux qui en parlent aujourd'hui sont des naïfs ou des masochistes ». *Gaudy* (E.G.F.) ne votera pas un rapport moral qui néglige toute une partie de la Charte d'Amiens. *Janine Jaunet* (services publics et de santé) déclare que le rapport n'a pas suscité une grande passion. » Nous y cherchions la redéfinition de nos objectifs à court terme et à long terme et de nos moyens d'action ». *Gendrot* (G.D.F.) ne cache pas son opposition : « Nous offrons une image dégradée... Par anticommunisme, nous ne parlons pas de lutte de classe... nous ne sommes pas fidèles à nos origines ». *Marcel Caballero* a parlé de la situation en Espagne, du soutien à apporter aux camarades de la C.N.T., de l'U.G.T., de l'organisation des travailleurs basques, engagés depuis plus de quarante ans dans la lutte pour la liberté. *Maurice Joyeux* dit que le moment capital du congrès fut celui où Bergeron annonça la grève de vingt-quatre heures. Mais celle-ci n'aura pas de vertus magiques. Elle ne doit être qu'un début. Dans une de ces formules dont le camarade Joyeux a le secret, il s'écrie : « La transformation révolutionnaire passera par le mouvement syndical ou elle ira mourir dans les préaux d'école ». *Weber* (alimentation) vote, à titre de coup de semonce, contre le rapport moral avec sa section de Kronenbourg. *Lucchini* (Métro) s'abstiendra pour souligner certains désaccords, notamment sur « l'éternelle cooptation dans les instances statutaires de la confédération ». *Gendre* (employés de banque de Paris) est très net dans son opposition. Son syndicat s'est prononcé à 84 % contre le rapport moral. Pour lui, la décision de grève aurait dû être prise il y a plusieurs mois. C'est le gouvernement qui nous impose la globalisation des problèmes. Les travailleurs acceptent difficilement la neutralité politique. Mais ce sera *Louis Pierson*, des Municipaux du Rhône, qui soulèvera quelque tempête : il déclare avoir participé à la rédaction de la motion d'inspiration socialiste. « Je n'en rougis pas, dit-il, car nous sommes dans une organisation libre ». C'est alors que Bergeron l'interrompt : « Nous ne permettrons pas qu'il y ait ici, ouvertement, un travail de fraction de caractère politique. Si nous l'acceptions, nous nous disloquerions. »

Pourquoi ne pas clore là-dessus ce trop court survol du congrès de Force Ouvrière ?

R. GUILLORE.

L'OCCTA dénonce la spéculation sur les fruits et légumes

L'O.C.C.T.A. (Organisation Commune des Consommateurs, Travailleurs et Agriculteurs) réunit dans un front commun Force Ouvrière, la Fédération des Syndicats d'Exploitants Agricoles et le Centre National des Jeunes Agriculteurs. Dans le communiqué suivant, en date du 1er juin, elle dénonce le « dérapage » du plan Barre sur ce point important de la consommation populaire.

A la suite de la parution de l'indice des prix d'avril, l'O.C.C.T.A. déplore les hausses abusives des prix des produits alimentaires. Ces hausses ne profitent en aucune manière aux producteurs français car, pour la majorité des produits relevés dans cet indice, il s'agit de produits importés sur lesquels une spéculation s'est effectuée.

Les pertes de rendement dues à la sécheresse, aux gelées et inondations de cet hiver, ainsi qu'aux froids tardifs qui retardent la végétation n'ont effectivement pu permettre aux produits français de venir concurrencer l'importation.

L'O.C.C.T.A. dénonce ce dérapage manifeste aux restrictions imposées par le plan Barre et incite les consommateurs à la plus grande vigilance sur les prix pour faire échouer cette spéculation.

L'O.C.C.T.A. est surprise qu'il faille attendre le rapport d'un inspecteur des finances pour constater qu'un circuit de distribution, installé à grands frais, tel le M.I.N. de Rungis, ne contribue pas mieux à la régulation des cours des produits alimentaires.

L'O.C.C.T.A. insiste pour qu'une meilleure organisation des marchés et des circuits de distribution soit mise en place.

Enfin, l'O.C.C.T.A. souhaite que le Gouvernement fasse une meilleure promotion à l'égard des produits nationaux.

LES PIEDS DANS LE PLAT (suite)

Ecoutez-vous chaque jour à « France-Inter » l'émission de l'épouse du chef de cabinet d'Edgard sans D (moi j'en place un — c'était jadis la signature de notre président de la Chambre des députés lorsqu'il commettait des romans policiers durant l'Occupation, il faut bien vivre !) Maintenant il est à la disposition de l'Histoire pour n'importe quoi. Présidence du Conseil des ministres, Présidence de la République et éventuellement Présidence des Ralliés à un gouvernement de style finlandais, si jamais les blindés tartares viennent à Paris, sous les frondaisons des Champs-Elysées. (On verra bien ?)

Donc l'épouse, Mme Anne Gaillard, du chef de cabinet d'Edgard Faure, le 27 avril dernier, avait pris comme thème de son émission journalière « Nos enfants connaîtront-ils le bonheur ? »

O surprise ! Le rédacteur de « Libération », journal gauchiste, déclara comme entrée de jeu : « ... que cela n'était pas un avenir pour un jeune en 1977, d'envisager de devenir un ajusteur dans une usine. » Sans doute que selon lui, demain la France se composera sous les plis du drapeau rouge (très curieusement) d'une masse de gens plus ou moins négroïdes chargés d'assumer les travaux manuels, tandis qu'une élite planera dans les sphères de la haute intellectualité. Et dire que notre excellent Louzon, dédaigneux de ses titres universitaires, se plaisait à rappeler que d'humbles ouvriers avaient été à l'origine de la révolution mécanicienne.

Relisons les vieux numéros de la « Révolution Prolétarienne » pour nous rafraichir la mémoire. Un ajusteur qui ajuste bien, cela vaut mieux qu'un journaliste qui déconne.

Bien entendu, il ne faut pas faire du racisme anti-jeune, ce serait odieux. Cependant rien n'est plus odieux que de flatter démagogiquement nos braves chevelus d'aujourd'hui. Ils valent mieux que les crânes rasés sous les képis et les casques hitlériens qu'une propagande hystérique (et les conséquences du Traité de Versailles, après 1918) lança sur toutes les routes d'Europe, mais aussi vers d'innombrables cimetières. Si nous avions des partis politiques de gauche et d'extrême gauche, et surtout des syndicats fidèles à la fameuse devise « Prolétaires de tous les pays unissons-nous ! » d'immenses rassemblements de jeunes pourraient avoir lieu à l'orée de toutes les frontières, chaque année. Ainsi cela serait plus profitable que le style petit-bourgeois des vacances actuelles où l'on singe surtout le style des idéaux de la société capitaliste. Il y a autre chose à faire pour notre jeunesse de 1977 que de s'esclaffer en regardant le film « Les vacances de M. Hulot ».

On vient de voir à la télé dans l'émission de Bernard Pivot « Apostrophes » pour le lancement du livre de souvenirs de M. Grimaud, préfet de police à Paris, en 1968 (titre de l'ouvrage : « En mai fais ce qu'il te plaît ») un spectalce assez croquignolet. De Genève, Cohn-Bendit prenait part aux débats car en 1968 il était Dany-le-Rouge (autant pour sa position politique que pour sa tignasse). Chose bizarre, ces deux personnages par dessus le temps se faisaient des ronds de jambe M. Grimaud contrairement à la définition du « Petit Larousse » : Grimaud : écolier ou artiste des basses classes, mauvais écrivain. Lui, incontestablement, ne manque ni de verve ni de sérieux. Il nous décrivit l'état-major de remplacement dans les journées de mai 1968 (puisque De Gaulle au début des événements était en Roumanie et Pompidou en Afghanistan) en traits acérés. C'était la grande frousse et l'incompétence totale. Peut-être que notre Grimaud se pousse un peu du col, mais M. Peyrefitte donnait d'après le Grimaud une image parfaite du « Mal français » : en haut lieu la Peur des responsabilités. Notre préfet de police se montra dans la tradition de Fouché, qui souvent avertissait en douce les gens qu'il était chargé de persécuter (illustre exemple : Mme de Staël). En 68, il restait en contact avec Cohn-Bendit sinon pour le pire, du moins pour le meilleur, éviter que le sang soit répandu (et ce n'était pas facile, avec cette jeunesse ardente qui voulait en découdre avec les jeunes policiers surtout.

Dame on retrouvait l'esprit des charges à la baïonnette, en culottes rouges, contre les mitrailleuses, peut-être pour effacer la marche vers les Pyrénées de 1940. On ne sait jamais avec la jeunesse. Le Marius des Misérables faisait des barricades avec les omnibus à chevaux, en 68 ce fut avec des autos. Toutefois et heureusement cela fut moins sanglant qu'à Saint-Merry (tiens, drôle de rencontre, l'épisode des barricades du cloître Saint-Merry s'est déroulé dans les « Misérables » et la réalité à côté du Pompidolien Beaubourg (proche de Saint-Merry) de 1977, vous savez ce triomphe de la tôlerie de la Ruhr, puisque tout vint de cette région industrielle, cette Ruhr, cela nous ramène à notre jeunesse (n'est-ce pas Roger Hagnauer ?) (précisons : Beaubourg, c'est l'industrie allemande).

Les étudiants en révolte en mai 1968 contre l'université napoléonienne de Fontanes (en son temps, le même jour, à la même heure, tous les lycéens de France faisaient la même dictée) avaient raison. Et c'est le mérite de Grimaud de n'avoir pas utilisé les féroces moyens du Parti populaire de Mexico, qui lui, fit tirer contre ses étudiants qui voulaient saboter les Jeux Olympiques, ayant lieu cette année même au pays de l'aigle et du serpent ; résultat, au moins 60 cadavres de braves jeunes gens. Bravo M. Grimaud d'être demeuré en contact avec Dany-le-Rouge pour éviter la flaque de sang inutile. Cependant je ne crois pas que chez Renault la fraternisation entre les ouvriers et les étudiants aurait été l'occasion de multiples sabotages.

Donc Krasucki, secrétaire de la C.G.T. rencontrait secrètement dans un quelconque square de Paris, Trinité ou Saint-Augustin, un délégué du gouvernement pour mitonner les accords de Grenelle 68 (Frachon, souvenez-vous, fut conspué dans le grand hall de Renault). Au fond ces accords, sauf les augmentations des salaires furent moins substantiels que ceux de Matignon en 36. La proie remplacée par l'ombre. Il fallait de l'argent pour les bagnoles du prolétariat, ces carrosses ridicules qui empêchent le socialisme. Il faudra bien qu'un jour le socialisme remplace l'automobilisme !

Aujourd'hui plus que jamais le chômage est à l'ordre du jour. Cet automne prochain des centaines de milliers de jeunes vont demander du travail. Hitler, devant ses 6 000 000 de chômeurs avait trouvé une solution d'abord un uniforme à croix gammée, une pelle pour les autoroutes, puis des emplois militaires et finalement un cercueil.

Des millions d'étrangers en France font les travaux que désormais les jeunes parce qu'ils ont un petit diplôme répugnent à faire. Le gouvernement envisage de subventionner les diplômés prêts à aller travailler à l'étranger (merci pour les noirs, par exemple, qui ont fréquenté notre Sorbonne). Il offre une prime aux Portugais et autres qui voudraient retourner chez eux. Il serait si simple de traquer les cumulards (ceux qui exagèrent vraiment) d'abaisser le temps de travail (en plus du boulot, à cause de l'éloignement du domicile, les journées sont encore parfois de 10 et 11 heures). Plutôt que de coller des étiquettes sur les produits d'épicerie et autres, dans les « Mammouths », ne vaudrait-il pas mieux donner des salaires valables aux manuels, des vrais métiers, arrachant les jeunes au dégoût d'un travail idiot, puisque ajuster bien une pièce de mécanique, même en connaissant un peu Spinoza c'est quelque chose et l'un n'empêche pas l'autre. Pour « Mammouth » inventons des robots distributeurs.

Albert LEMIRE.

—A-b-â-t-o-n-s—r-o-m-p-u-s—

QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS ? — J'ai lu avec intérêt l'article du pasteur allemand Martin Niemoeller, « Contre l'Europe des riches », publié dans « Le Monde » du 11 mai 1977. L'auteur a connu le camp de concentration sous Hitler, de 1937 à 1945. S'est-il rallié servilement au monde communiste ? Je ne le pense pas. Mais il prend parti, nettement, contre le militarisme de l'Allemagne fédérale, qu'il dénonce, les procédés policiers qui y sont monnaie courante ; il déclare, lui, homme d'église, que cela deviendra pire lorsque le parti démocrate-chrétien aura repris le pouvoir, et il n'attend rien de bon d'une Europe tronquée, dominée par l'influence des Etats-Unis et de l'Allemagne fédérale. Ainsi, il rejoint ces « intellectuels de gauche » qui sont si souvent critiqués, sans distinction, dans la R.P.

Qu'en est-il donc de l'Allemagne d'aujourd'hui : ceux qui s'inquiètent de ce qui s'y passe à l'Ouest doivent-ils être dénoncés comme des chauvins incapables de s'élever au-dessus des préoccupations des pires cocardiers tricolores ? Essayons de nous y retrouver.

Après l'effondrement de l'Empire Carolingien, l'Allemagne en a fondé un autre, celui de la dynastie franconienne, puis des Hohenstaufen. Au temps d'Othon-le-Grand et de ses successeurs, le Saint-Empire Romain-Germanique est apparu comme l'Etat le plus puissant d'Europe. Mais l'Allemagne a connu, plus longtemps que les royaumes européens occidentaux, les luttes entre ses monarques et les grands seigneurs féodaux. Ces luttes sont devenues particulièrement vives lorsque les Empereurs se sont heurtés aux papes. Frédéric Barberousse et surtout son petit-fils Frédéric II ont mené une lutte sans merci contre le pouvoir de l'église, et leur empire a été déchiré, chaque seigneur, chaque état, chaque ville se ralliant à l'un ou l'autre des deux partis. Curieuse figure, soit dit en passant, que ce Frédéric II Hohenstaufen qui, à l'époque où Saint-Louis régnait en France, était parfaitement athée, affirmant que « Moïse, Jésus et Mahomet ont été trois grands imposteurs », et organisant une armée de musulmans pour mieux combattre le pape. Mais après lui, l'Allemagne resta déchirée. Ce fut le grand interrègne, qui dura 23 ans. Il n'y avait plus d'empereur, et les seigneurs allemands en profitèrent pour ne plus obéir à personne.

Plus tard Charles-Quint, roi d'Espagne et empereur d'Allemagne, apparut comme le monarque le plus puissant du monde, mais la Réforme donna aux princes allemands une nouvelle occasion de résister à la domination impériale. Avides de terres, certains d'entre eux se rallièrent à la religion de Luther, ce qui leur permit de confisquer celles de l'église. Les rois de France, alors, n'hésitèrent pas à s'allier aux Turcs (François Ier) et aux protestants allemands (le même, et son fils Henri II) pour affaiblir l'empereur. Puis ce fut la guerre de trente ans. A leur tour, Richelieu, puis Mazarin, ces princes de l'église catholique, devinrent les alliés de la Suède luthérienne et des protestants allemands contre l'Empereur, et le traité de Westphalie consacra le morcellement de l'Allemagne. Grands politiques que Richelieu et Mazarin ? Plutôt politiciens bornés, à courte vue, incapables de voir plus loin que leur époque. Car dans cette Allemagne divisée que l'on empêchait de réaliser son unité, des forces allaient naître et se développer, en employant tous les moyens pour parvenir à faire évoluer l'histoire selon le processus qui avait triomphé en France, en Angleterre, en Espagne.

Les Hohenzollern, d'abord petits seigneurs féodaux de l'Allemagne du Sud, étaient devenus électeurs de Brandebourg, puis Ducs de Prusse. Ils s'étaient ralliés à la Réforme pour confisquer les terres des chevaliers teutoniques, et ils ne cessaient plus d'agrandir leur territoire. L'un d'eux devint roi en Prusse, titre bientôt changé en roi de Prusse. Ce fut Frédéric Ier. Son fils Frédéric-Guillaume Ier, le roi sergent, son petit-fils Frédéric II Hohenzollern, accrurent leur pouvoir à l'aide d'une armée puissante.

Napoléon mit fin au Saint-Empire Romain-Germanique et rejeta les Habsbourg héritiers de Charles-Quint vers l'Autriche et la Hongrie, faisant sans le vouloir le jeu des Hohenzollern. Et vers la fin du XIXe siècle, à l'issue de la guerre de 1870-71, Bismarck réalisa l'unité allemande sous l'égide de la Prusse, avec Guillaume Ier comme empereur, malgré la vaine tentative de Napoléon III pour l'en empêcher.

Ainsi, c'est par le fer et par le feu (comme disait Bismarck lui-même), par le militarisme, que l'Allemagne réussit à réaliser son unité, plus tardivement et plus difficilement que les autres grands pays d'Europe, l'Italie mise à part. Ceci se produisit à l'époque de l'expansion économique de la bourgeoisie, aussi celle d'Allemagne soutint-elle le militarisme prussien, qui lui donnait l'espoir d'acquérir une place de choix dans le monde. Mais les autres puissances veillaient, et ce fut la guerre de 1914-1918. Vaincue, l'Allemagne bourgeoise voyait son territoire diminué et avait de lourdes réparations à payer. Poincaré et Clemenceau, en dignes sucesseurs de Richelieu et Mazarin qu'ils étaient, voulaient l'écraser définitivement, comme s'il y avait quelque chose de définitif en histoire. Elle avait de justesse évité la révolution prolétarienne en 1919, en assassinant ses dirigeants. Mais elle connut la crise des années 1929 à 1933. Hitler prit alors le pouvoir, et l'on connaît la suite. La deuxième guerre mondiale, un effondrement pire que celui de 1918, le partage voulu par Staline qui, lui aussi, se montra un politicien à courte vue, se désintéressant de ce que pouvait engendrer de rancœur, de désir de revanche, l'écrasement momentané de l'adversaire.

Ainsi, les ennemis de l'Allemagne, Français et Russes, ont une lourde responsabilité dans la succession des résurgences de ce militarisme prussien qu'ils ont cru pouvoir anéantir.

Le partage arbitraire d'un pays, en droit ou en fait, que les raisons en soient politiques (Allemagne, Corée, Vietnam, Chine), religieuses ou ethno-religieuses (Irlande, Inde, Palestine, Chypre, Liban), ne peut engendrer que des catastrophes.

Aujourd'hui en Allemagne où en sommes-nous donc ? A l'ouest, le militarisme refleurit de nouveau. Au contraire le mouvement ouvrier, si puissant autrefois, écrasé par Hitler, n'est pas ressuscité après la défaite. Les organisations communistes demeurent très faibles, les groupements d'extrême-gauche n'y ont guère d'influence. D'autre part le parti Social-Démocrate est un des plus droitiers du monde. Où est l'Allemagne de Karl Marx, Engels, Lassalle, Bebel, Wilhelm Liebknecht, Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Max Hoeltz, Kurt Eisner, Clara Zetkin ? Ni à l'ouest ni à l'est. De cet état de choses et de la renaissance du militarisme allemand, Staline porte une lourde responsabilité. Car il ne s'agit pas de tendances innées, causées par un penchant ethnique congénital, mais des conséquences de tout un processus historique, du plus récent avatar de la loi des causes et des effets, celle que les Hindous appellent la loi du Karma.

Car il n'y a rien à attendre non plus de l'Allemagne de l'Est, dite « République Démocratique Allemande ». On y voit des défilés au pas de l'oie, des cérémonies patriotiques à Berlin-Est, devant le mausolée du soldat inconnu allemand de 1914-18, sur la grande avenue

« Unter den Linden ». Il n'y existe qu'un seul parti socialiste-communiste inféodé aux Russes, et toutes les autres tendances, écrasées, n'ont aucune possibilité de se faire entendre. Là aussi on rêve de reconstituer l'unité allemande, mais une Allemagne qui soit attachée au camp de l'est. Ainsi l'une ou l'autre des deux Allemagnes est disposée à absorber sa rivale quelle que soit l'issue d'une guerre européenne. Si les Russes gagnent, l'Allemagne de l'Est portera sa frontière au Rhin. Si ce sont les Américains et leurs alliés européens, l'Allemagne de l'Ouest liquidera le régime de sa rivale de l'Est. Et il ne faudra pas être étonné si, au cours même de la guerre, l'une des deux armées allemandes fait cause commune avec l'autre, se tournant contre le camp avec lequel elle avait combattu jusqu'alors. On a vu d'ailleurs un événement de ce genre dans l'histoire passée de l'Allemagne, au XVIII[e] siècle, lorsque les soldats Saxons vaincus par Frédéric II de Prusse furent incorporés dans l'armée de leur vainqueur.

A la suite d'une défaite sans précédent, d'une partition inacceptable, il fallait s'attendre à une telle situation.

Dans ces conditions, quelle doit être notre attitude ? Certes, il n'y a pas d'Europe possible sans Allemagne, et il est indispensable de lutter contre les séquelles de l'esprit « anti-boche » lorsqu'ils se manifestent encore. Mais, puisque nous sommes à l'ouest, faut-il nous laisser entraîner dans une Europe dont le but sera de se dresser contre l'autre ? Nos camarades veulent-ils cette Europe-là quand ils s'élèvent contre les « intellectuels de gauche » ? Pensent-ils qu'une nouvelle guerre mondiale soit le bon moyen d'en finir avec les camps de concentration soviétiques ? Et si les Russes réussissaient alors à occuper toute l'Europe, si les Américains s'avéraient incapables d'intervenir efficacement et de remporter la victoire ? Alors la somme de souffrances humaines contre lesquelles nous nous élevons tous ne serait-elle pas encore accrue ?

Il y a une autre voie. Celle qui consiste à former une Europe — forcément limitée à celle de l'ouest à l'heure actuelle — qui n'apparaisse pas comme un barrage dressé contre l'autre, et qui, sans transiger jamais sur la notion de liberté, s'efforce de multiplier les échanges intellectuels avec l'autre. Elle ne sera un exemple pour l'Europe de l'Est que dans la mesure où celle-ci ne verra pas en elle un adversaire inévitable. Bref, ayons une attitude pacifiste. Et bien entendu, montrons-nous compréhensifs à l'égard de l'Allemagne, des deux Allemagnes, sans pour autant les suivre dans leurs rancœurs d'après-guerre que l'histoire explique, sans pouvoir nous les faire accepter ni soutenir. Ainsi notre attitude ne pourra pas être taxée de chauvinisme, pas plus que ne l'était le fait de lutter contre le nazisme pendant la seconde guerre mondiale.

Tout en regrettant que le pasteur Niemoeller n'ait critiqué que l'une des deux Allemagnes, je pense donc qu'il y a lieu de tenir compte de son avis lorsqu'il tire le signal d'alarme au sujet de ce qui se passe dans son pays.

LES ELECTIONS ISRAELIENNES. — Les travaillistes ont été battus, et la droite prend le pouvoir. Peut-être les électeurs ont-ils été influencés par des considérations de politique intérieure, mais le moins qu'on puisse dire, c'est que le règlement de la question palestinienne n'en sera pas facilité. Pour la droite qui vient de triompher, en effet, il n'y a pas de Cisjordanie arabe, tout appartient à Israël. Ainsi, voici qu'il est mis fin au partage de la Palestine, mais dans les pires conditions : tout pour les conquérants, rien pour le peuple spolié. Car il n'est pas question de former un état palestinien où régnera l'égalité entre Juifs, Musulmans et Chrétiens, celui que demande l'O.L.P., mais d'agrandir unilatéralement l'état sioniste. Ce n'est pas ainsi que l'on assurera la paix, et déjà les pays arabes, qui manifestaient une certaine lassitude et un désir de compromis, parlent de nouveau du prochain affrontement inévitable.

OTAGES DU FRONT POLISARIO. — Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Ce qui est arrivé au Tchad recommence au Sahara ex-espagnol. La France, sans intervenir directement cette fois, n'a pas caché sa sympathie pour le Maroc et la Mauritanie, qui se sont partagés le territoire du Rio de Oro sans consulter la population de ce pays. Mais les Sahraouis, aidés par l'Algérie, ont organisé la lutte armée, et ils ont enlevé six Français qu'ils ont emmenés comme otages et qu'ils considèrent comme des mercenaires. Encore une fois, des innocents subissent les conséquences de l'attitude du gouvernement français. Certes on ne saurait approuver de tels enlèvements, et le maintien en captivité de ces gens « jusqu'à ce que la Mauritanie ait évacué le territoire sahraoui » est inadmissible. Mais on ne saurait trop condamner non plus les prises de position gouvernementales à l'égard des conflits qui se déroulent sur les autres continents.

REPONSES AUX DERNIERES CRITIQUES. — Après avoir lu le numéro de mai de la R.P., je crois pouvoir dire que mes articles ne passent pas inaperçus, et qu'ils provoquent des discussions.

A Bureau, je n'ai pas grand-chose à répondre. Sa position est logique et sympathique. Je souhaiterais même pouvoir penser comme lui. Mais en toute honnêteté, je ne crois pas pouvoir le faire : on ne peut adopter une attitude aussi résolument non-violente sans renoncer à faire triompher la révolution.

Mormiche me reproche d'avoir parlé du « côté déplaisant de la politique extérieure gaulliste ». Le terme « déplaisant » n'est pas assez fort ? Soit ! Qu'à cela ne tienne ! Disons le côté négatif, odieux, exécrable, abominable, criminel. Est-ce assez ? Mais, au fait, en quoi les noirs d'Afrique du Sud en seront-ils plus avancés ?

Il faut condamner les ouvriers qui fabriquent des armes que l'on envoie aux racistes sud-africains. Sur ce point, Mormiche m'a presque convaincu. Les dirigeants syndicaux devraient mener campagne pour que cela cesse ? Mais je serais le premier à applaudir. Au fond, ce que j'ai voulu, c'est disculper la classe ouvrière française. Peut-être suis-je un peu ouvriériste sans le savoir.

Reste la question de « Charlie-Hebdo ». Je feuillette quelquefois cette publication chez des amis qui s'en délectent. On y trouve souvent une condamnation de ce que nous condamnons nous-mêmes : je préfère que ce soit dit en d'autres termes, en un autre langage. Chacun son goût !

Quant à l'article de presque trois pages que R. Hagnauer m'a consacré, je n'ai pas envie d'y répondre longuement, et je pense que les lecteurs m'en sauront gré, car, pour la plupart, ils n'apprécient guère les querelles personnelles, et ils ont bien raison. Mais puisqu'on y trouve une esquisse de ma biographie militante, que l'on me permette cette précision : j'ai adhéré au P.C. en même temps qu'au Syndicat Unitaire de l'Enseignement, à la fin de 1930, en novembre ou décembre, alors que je venais d'obtenir un premier travail comme instituteur suppléant éventuel, donc plusieurs mois après le Congrès de Marseille, et n'ayant aucune connaissance de ce qui avait pu s'y passer. C'est donc pendant un peu moins de trois ans que j'ai été un militant du P.C... discipliné, dit mon contradicteur ? Qu'en sait-il ?

Pour le reste, Cuba par exemple, ou bien la peine de mort (que j'admets en période révolutionnaire, et non soixante ans après), je demande aux camarades de juger mes idées d'après ce que j'écris moi-même et non d'après la façon dont on les interprète et amplifie.

Mais le but de cet article, c'est de me faire éliminer de la rédaction de la « R.P. » Si je croyais que tel est le vœu de la majorité des lecteurs, je ne m'incrusterais pas. Or, les nombreux témoignages verbaux et écrits que je reçois m'incitent à penser le contraire. Tant qu'il en sera ainsi, je tiendrai bon.

Jacques GALLIENNE.

L'INTERNATIONALE DES DÉFENSEURS DE L'HOMME

Amnesty International est-elle un instrument du terrorisme communiste ? Est-elle en tête des organisations qui mènent la propagande anti-soviétique ? Est-ce un corps impérialiste ?... ou une agence d'espionnage ?

Selon l'ambassadeur du Chili à Madrid (26-4-1975) : *c'est une organisation communiste, aussi incompétente à juger les événements du Chili que toute organisation contrôlée par Moscou.* Le 28-4-75, le journaliste d' « El Campio 16 », qui avait reçu cette réponse... définitive... répliquait que « *les autorités soviétiques venaient d'arrêter et d'emprisonner tous les membres d'Amnesty International en Union Soviétique* ».

Au Brésil, en Iran, en Uruguay... on accuse l'AI de véhiculer les « *calomnies inspirées par le communisme international.* Les journalistes soviétiques n'usent guère de formules diplomatiques. Les gens de l'AI sont de ces « *saboteurs idéologiques de l'Ouest qui clabaudent toutes sortes d'ordures sur les conditions des malades mentaux* » (article de K. Bryantsev, intitulé « *Zélotes de la falsification dans le bourbier de la diffamation, Les Izvestia* du 24-10-1971).

En 1966, le « Berliner Zeitung » de Berlin-Est invitait AI à ne pas « *s'occuper de l'Allemagne de l'Est où il n'y a pas de prisonniers politiques (!?) et à s'intéresser aux violations des Droits de l'Homme en Allemagne de l'Ouest* ».

Quant au bouffon sanglant Amine Dada — jugé indésirable à Londres (quelle leçon pour la démocratie française si accueillante aux despotes... lourds d'or noir ou de commandes éventuelles !) — il écrase de sa massive autorité « *ces instruments de calomnieuses campagnes menées par les pouvoirs colonialistes et impérialistes qui sont leurs pourvoyeurs de fonds* (1-10-1975).

Cette convergence d'attaques contre l'AI menées par des gouvernements dictatoriaux ou totalitaires ne pouvait m'inspirer qu'un préjugé hautement favorable. J'ai donc adhéré à l'AI et je crois utile de soumettre à nos amis des extraits des statuts votés en 1961, amendés en 1975 :

1. Considérant que chacun a le droit d'avoir les convictions qu'il désire et de les exprimer en toute liberté, et que chacun est tenu de faire respecter l'usage de cette liberté, les buts d'Amnesty International sont de faire en sorte que les dispositions de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme soient observées dans le monde. Et ceci :

a) hors de toute considération politique, en agissant pour faire libérer et pour assister les personnes qui, en violation des dispositions mentionnées ci-dessus, sont emprisonnées, détenues, restreintes dans leur liberté, ou l'objet de tout autre contrainte physique, du fait de leurs convictions politiques ou religieuses ou pour toute autre raison de conscience, ou encore à cause de leur origine ethnique, de leur couleur ou de leur langue, à condition qu'elles n'aient pas utilisé ou prôné la violence (personnes ci-après désignées sous le nom de « prisonniers d'opinion »).

b) en s'opposant par tous les moyens appropriés à ce que des prisonniers politiques ou d'opinion soient détenus à la suite d'une procédure ne présentant pas toutes les garanties exigées pour un procès équitable ou sans avoir fait l'objet d'un jugement dans un délai raisonnable,

c) en s'opposant, par tous les moyens appropriés, à l'application et à l'exécution de la peine de mort, de la torture, et des autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, pour les prisonniers ou toutes personnes, détenues ou restreintes dans leur liberté qu'elles aient ou non usé de violence ou été les instigateurs de violence.

2. Afin d'atteindre les buts énoncés ci-dessus, Amnesty International :

a) veille en permanence à maintenir un juste équilibre dans ses activités concernant des pays appartenant à des idéologies politiques et des blocs différents ;

d) prend toutes les mesures nécessaires à la mise en place et à l'organisation d'un réseau efficace de sections nationales, de groupes affiliés et de membres individuels ;

e) veille à l'adoption de prisonniers déterminés par des groupes de membres ou de sympathisants ou confie à ces groupes des tâches en rapport avec les buts définis à l'article 1 ;

f) aide financièrement et de toute autre façon les prisonniers d'opinion et les personnes à leur charge, ainsi que les prisonniers d'opinion récemment libérés ou les personnes qui, selon toute évidence, courraient le risque d'être mises en prison pour délit d'opinion si elles retournaient dans leur propre pays, de même que ceux qui sont à leur charge ;

j) envoie, lorsque c'est utile, des observateurs chargés d'enquêter sur les violations supposées ou les menaces de violations des droits des individus tels que désignés dans les dispositions ci-dessus...

Ajoutons quelques précisions supplémentaires, tirées de l'organe officiel de AI.

En vertu de la déclaration universelle des droits de l'homme qui garantit les droits et libertés fondamentales, et notamment le droit à l'opposition et à la différence, et à son expression publique, tel homme, prisonnier d'opinion, n'a absolument rien à faire en prison et doit immédiatement être remis en liberté, amnistié et réhabilité ».

Ceci entraîne inévitablement une limitation sévère du principal champ d'action d'Amnesty. Se plaçant sur une position de revendication pure et simple du droit, et dans l'obligation de présenter une position absolument inattaquable, elle ne peut exiger libération et amnistie que pour les personnes qui sont détenues du seul fait de leur opinion, et qui n'ont pas commis d'acte de violence ou d'incitation directe à la violence.

Il ne s'agit pas d'une prise de position théorique ou d'une condamnation de principe de la violence. Il s'agit seulement de la définition d'un domaine et d'un mode d'action. On trouvera à Amnesty beaucoup de personnes pour qui il peut exister un usage légitime et nécessaire de la violence, précisément lorsque tout moyen d'action légale, tout recours de droit est dénié. La question a même été posée, en assemblée internationale, de savoir s'il ne fallait pas invoquer le principe du droit de résistance à l'oppression pour adopter non seulement les prisonniers d'opinion mais tout prisonnier politique, même s'il a eu recours à la violence. L'assemblée dans son ensemble a cependant estimé que cela n'était pas possible ; étendre l'action dans ce sens était compromettre et affaiblir l'action d'Amnesty en faveur des prisonniers d'opinion purs et simples, et à la limite, mettait en question son existence même.

2. Si Amnesty International a décidé d'assumer pleinement les seuls cas de prisonniers d'opinion n'ayant pas eu recours à la violence, son action et les effets de cette action s'étendent à tous les prisonniers, que leur recours à la violence ait été établi ou non, à partir du moment où ils n'ont pas bénéficié d'un procès équitable et public dans les délais réglementaires. L'absence de jugement ne peut, en effet, qu'amener à préjuger de l'innocence des détenus.

Aussi limité qu'il soit, quant aux buts et moyens, le bilan de l'AI est nettement positif. Une action pour l'abolition de la torture menée intensément en 1975-1976, illustrée par une campagne internationale *contre la torture en Uruguay*, choisie à titre exemplaire, a abouti au vote le 9 décembre 1975, par *l'assemblée générale des Nations Unies*, d'une *déclaration sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* ».

C'est là sans doute un résultat moralement encourageant... et quelque peu illusoire... car c'est une recommandation adressée aux Etats dont la souveraineté n'est pas discutée. Cela deviendra une pièce d'archives comme la Déclaration universelle des Droits de l'Homme... Ainsi dans l'Allemagne de la pré-réforme, des brigands achetaient des indulgences, au... « marché » tenu dans la ville par l'envoyé du Pape, qu'ils dévalisaient ensuite sur la route, afin de récupérer le prix de vente des années de Purgatoire... Mais cette « sensibilisation » de l'opinion publique mondiale n'est pas négli-

geable, et les « rideaux de fer » sont aujourd'hui traversés par des informations passe-murailles... malgré la rigueur des contrôles policiers.

Il faudrait analyser continent par continent, pays par pays, l'inventaire des interventions de l'AI. Aucun Etat n'est exclu de cette revue des pratiques dégradantes, oppressives, infernales. Mais on est bien obligé de constater qu'il n'y a pas de commune mesure entre les infractions individuelles aux Droits de l'Homme, commises en France, en Grande-Bretagne, aux U.S.A... même en Israël (où l'on n'est pas libéré des séquelles de la guerre)... et l'organisation systématique du terrorisme politique dans la majorité des Etats d'Amérique latine, la quasi-totalité des pays... décolonisés d'Afrique et d'Asie, *tous les Etats dits socialistes...* Evidemment des révolutionnaires que la phrase soulage et qui appartiennent à la massive et immobile légion des « Nyaka »... ricaneront en lisant ces lignes. Mais les révolutionnaires authentiques d'autrefois connaissaient et appréciaient les différences qualitatives...

Karl Marx et *Kropotkine* ont vécu libres dans l'Angleterre capitaliste. *Bakounine*, après avoir combattu en France, lors de la Commune de Lyon, mourut libre en Suisse.

L'AI compte des sections nationales... mais exclusivement dans des pays où le régime est encore — au moins formellement — démocratique. Elle en comptait en 1976, 33... pour près de 100 000 membres et 1 665 groupes d'adoption... Il y a des sections très actives aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Hollande, en Norvège, en Australie, au Canada, en Nouvelle-Zélande... il en existe en France, en Italie, en Allemagne fédérale, au Japon, en Finlande, au Danemark, en Israël, au Ghana, au Nigéria, au Luxembourg, en Autriche, en Suède, en Suisse, au Mexique, même (malgré de rudes difficultés) dans l'Inde, le Bangladesh, le Népal, le Pakistan, au Pérou, au Vénézuéla, etc.

On devine quels sont les pays fermés à toute action publique de l'AI. On comprendra mieux encore la discrimination préalable en entendant le secrétaire-général adjoint dans son rapport annuel de 1976, reconnaître que *les informations étant plus aisées à recueillir dans certains pays que dans d'autres, il en est résulté une sélectivité apparente des actions entreprises dans des zones relativement accessibles alors que l'AI reste silencieuse sur d'autres sociétés plus fermées, où de graves violations des droits de l'homme ont été notoirement commises, par exemple en Iran et au Cambodge.*

Le département de la recherche constate qu'une action efficace de l'AI est rendue très problématique par l'absence de moyens d'information publique ou l'invulnérabilité des autorités dans des pays comme *l'Angola, l'Est* et le *Sud-Est asiatique... (le Vietnam* et le *Cambodge)...* aussi comme *l'Albanie*, la *Chine*, la *Corée du Nord...* En fait, si l'AI réussit, avec de grandes difficultés, à recueillir des éléments d'information en U.R.S.S. et dans le glacis soviétique (en Tchéco-Slovaquie, par exemple), car en Europe il devient impossible aux Etats groupés dans l'empire stalinien d'interdire complètement les relations avec l'Occident et d'étouffer les protestations des victimes de l'arbitraire et de la répression — il semble qu'en Asie certaines frontières restent imperméables, et les touristes privilégiés qui peuvent circuler dans l'empire maoïste... sélectionnés, encadrés, surveillés, aimablement dirigés ne peuvent y voir qu'une réalité... à la Potemkine...

Si l'on ne tient pas compte de cette situation de fait, les publications de l'AI peuvent être utilisées par une propagande à sens unique.

Cependant, pour compléter ce que nous avons déjà apporté sur deux Etats... témoins, cité dans la « R.P. » comme modèles socialistes : *l'Albanie* et *Cuba*, citons ces quelques notes tirées du rapport d'AI en 1976.

Sur *l'Albanie* où il reste toujours très difficile d'obtenir une information détaillée, sûre et à jour :

A la fin de 1975, des détails purent être fournis à AI par un ex-prisonnier politique qui avait récemment réussi à quitter l'Albanie. Il avait accompli douze années d'une peine de seize ans, avec travail disciplinaire, pour activité anticommuniste et pour avoir aidé d'autres personnes à quitter l'Albanie. Il affirme avoir été systématiquement torturé durant sa détention préventive au début des années 60.

Plusieurs des rapports sur la torture parvenus à AI dans le passé concernaient aussi des cas datant de quelques années. Cependant, la relative fréquence de ce genre de rapports que confirment de plus récentes preuves, ont conduit AI à conclure que la torture des prisonniers politiques est encore employée pour arracher des témoignages ou des aveux.

Les conditions générales des prisons et des camps de travail sont décrites comme étant lamentables avec des services médicaux totalement inappropriés. Au cours de l'année, AI a reçu des rapports sur une révolte au camp de Spac, le 21 mai 1973, en protestation contre la mauvaise nourriture. Les quatre meneurs auraient été exécutés par le personnel militaire auquel on avait fait appel pour former une cour martiale et appliquer la sentence. Comme la nourriture ne s'améliorait pas, un second soulèvement eut lieu. Environ 170 prisonniers auraient été jugés et leurs condamnations aggravées.

Parmi les prisonniers signalés à AI se trouvaient trois frères qui, dans les années 60, avaient tenté de s'enfuir avec leurs familles, mais furent pris et remis aux autorités albanaises par les gardes-frontière yougoslaves. Après avoir été exposés en public à Shkoder, ils furent condamnés à de longues peines de travail disciplinaire, l'un d'eux à 25 ans.

Ainsi qu'il a été noté dans le Rapport Annuel d'AI 1974-1975, il est impossible d'évaluer avec précision le nombre total de prisonniers politiques dans le pays, bien qu'ils semblent se compter par dizaines de milliers. AI a identifié 31 camps de travail et prisons en Albanie, bien que ce chiffre ne doive pas être considéré comme total. Le nombre de prisonniers dans chaque camp de travail semble tourner autour de 1 500, et les rapports parvenus à AI indiquent que certains de ces camps ne contiennent que des prisonniers politiques ou religieux.

La plupart des prisonniers politiques sont employés à des travaux industriels, comme l'exploitation minière du cuivre, mais l'ex-prisonnier mentionné plus haut a affirmé qu'il avait été gardé en réclusion isolée pendant deux ans, dans un petit camp près de Shkodër. Les visites que les familles peuvent faire aux prisonniers sont, semble-t-il, extrêmement rares, peut-être une fois par an, pour une dizaine de minutes, en présence d'un fonctionnaire.

Malgré ces preuves de violation des droits de l'homme en Albanie et le fait que l'Albanie, bien que membre des Nations Unies, n'a pas signé les Conventions Internationales de 1966 sur les droits de l'homme, la revue du Parti communiste albanais attaquait récemment « l'extraordinaire » durcissement de la répression en Union soviétique et faisait mention de l' « augmentation des prisons, camps de concentration, cliniques psychiatriques, milices et forces armées » dans ce pays.

Sur *Cuba*, on signale le refus permanent du gouvernement de répondre aux enquêtes sur des cas individuels :

Cuba n'a jamais nié l'existence de prisonniers politiques. Le gouvernement a pourtant toujours été vague quant à leur nombre et leur identité. Les meilleures estimations font état de 4 à 5 000 prisonniers et sont fondées sur des déclarations récentes du gouvernement cubain à des visiteurs ou sur des discours officiels.

Il est plus difficile d'identifier les groupes qui composent ce total à cause des problèmes de définition compliqués par la continuelle évolution du système juridique selon lequel les individus peuvent être considérés comme prisonniers politiques pour des délits aussi divers que : spéculation monétaire, absentéisme, sabotage, action de guérilla, trahison et possession de littérature contre-révolutionnaire. Il est probable que parmi l'ensemble des prisonniers politiques seule une minorité peut être considérée comme prisonniers de conscience. On peut regrouper ces derniers en trois catégories :

a) Les objecteurs de conscience (notamment religieux) ;
b) Les anciens révolutionnaires et syndicalistes qui n'approuvent pas l'adoption, par les chefs révolutionnaires, des

théories communistes et par conséquent ont essayé de se dissocier du mouvement ;

c) Les groupes politiques tels que le « Movimiento de Reaparicion revolucionaria », le «Movimiento revolucionario del Pueblo «, l' « Agrupacion confederacion de trabajadores cubanos », etc., qui ont pendant un temps joué un rôle dans l'opposition légale mais ont par la suite été de plus en plus pénétrés par des mouvements situés hors du pays et contrôlés par l'étranger.

AI a adopté des prisonniers dans ces trois catégories. La crainte permanente, réelle ou imaginaire, de conspirations contre-révolutionnaires fut à l'origine responsable des premiers excès dans le traitement des prisonniers politiques. De même la disparition de cette crainte est en grande partie à l'origine de l'amélioration des conditions.

Statutairement, les prisonniers sont actuellement divisés en deux grandes catégories : ceux qui ont accepté le plan de réhabilitation et ceux qui l'ont refusé. La première catégorie comprend la grande majorité des prisonniers politiques. En échange de leur engagement dans des cours d'endoctrinement politique et dans des programmes de travail les prisonniers ont droit à des privilèges allant éventuellement jusqu'à un séjour dans des prisons ouvertes relativement confortables (souvent des fermes) avec visites mensuelles et finalement libération à l'expiration des deux tiers de la peine.

Les prisonniers de la 2e catégorie sont détenus dans des prisons représentant un maximum de sécurité au sujet desquelles il y a très peu d'informations récentes et valables. Les tout premiers rapports faisaient état de conditions uniformément mauvaises, parfois épouvantables avec nourriture insuffisante, travaux forcés pénibles, isolement dans des cellules sans lumière, coups et tortures fréquents. Les pires de ces institutions cependant ont été fermées depuis et les informations disponibles indiquent que les conditions se sont grandement améliorées, à l'exception sans doute de la prison de Boniato, pour laquelle des rapports ont fait état de plusieurs cas de décès de prisonniers à la suite de mauvais traitements infligés par leurs gardiens.

Quelques remarques :

1° le nombre de 5 000 est ridiculement bas. On a parlé de plus de 20 000 et l'on ne peut se fier aux estimations officielles.

2° Pour les prisonniers de la 3e catégorie, l'appréciation finale est certainement d'origine gouvernementale. Elle est odieuse. On reconnaît là la méthode stalinienne qui transformait les opposants, en agents... de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne hitlérienne ou des Etats-Unis... selon les avatars de la politique du monstre de Moscou.

3° Il est probable que la normalisation des rapports de Cuba avec l'autre Amérique ouvre quelques brêches dans la muraille et favorise quelque amélioration — toute relative — dans le sort des proscrits. Mais le régime est jugé par cette sélection entre les prisonniers repentants et les autres. Cette prime accordée à ceux qui se renient, qui ont subi docilement le « lavage des cerveaux », ou qui s'avilissent pour échapper à l'effroyable misère des résistants indomptables... caractérise un régime fondé sur la déchéance de l'Homme.

Cette documentation sur l'AI appellerait des commentaires plus fournis. Je me contenterai ici de poser trois questions :

1° Si utile, si salutaire que soit l'action de l'AI, elle ne peut résoudre le problème fondamental que nous avons déjà formulé : peut-on distinguer entre un régime *démocratique*, un régime *dictatorial*, un régime *totalitaire*... savoir si les atteintes aux droits de l'homme sont *exceptionnelles*, *circonstancielles* ou *fondamentales*. C'est l'occasion d'appliquer la thèse Hegelienne sur les changements *quantitatifs* devenant *qualitatifs*...

2° Il faut mener la lutte pour les Droits de l'Homme, sur notre terrain propre, ouvrier, libertaire et internationaliste... et mépriser, en ce qui nous concerne, l'autorité des gouvernements, la souveraineté des Etats... de ne plus admettre cette duperie de « l'indépendance d'un peuple »... conditionnée par l'asservissement des êtres humains qui le composent.

3° Enfin il faut revenir sur la question de *la violence révolutionnaire*. Bureau l'a posée en termes qui appellent ma pleine adhésion, dans la « R.P. » de mai 1977. Le débat doit être ouvert. Nous aurons tous à y participer... même si cela nous oblige à *des révisions déchirantes*.

Roger HAGNAUER.

C.G.T. ET PERSPECTIVES ENERGÉTIQUES

Il lui restait encore une énormité à dégorger, eh ! bien c'est fait : M. Séguy s'est publiquement déclaré partisan de l'énergie nucléaire en tant que future source d'énergie de masse.

Cela s'est passé le vendredi 29 avril pendant une visite du chantier de la centrale de Dampierre-en-Burly (Loiret). Séguy a égratigné au passage les écologistes qui sont, selon lui « des utopistes » (le maire communiste de Cruas, en Ardèche, les avait même qualifiés de nihilistes !) et pense que leurs campagnes antinucléaires « ne sont pas scientifiquement étayées » ! Alors que des centaines de scientifiques — justement — ont signé des motions d'opposition à tout programme nucléaire, alors que le monde de la physique nucléaire est bouleversé sur toute la planète face à ce problème, alors que des prix Nobels ont pris position contre l'énergie nucléaire (Pauling : prix Nobel de chimie ; Muller : prix Nobel de médecine ; Alfuen : prix Nobel de physique...) !

Et c'est à cette représentation type de la bureaucratie syndicale, ce symbole ambulant du syndicat aux ordres du parti qu'est M. Séguy que nous devrions faire confiance ?

Hormis cette position toute personnelle (?) de M. Séguy, la C.G.T. s'est de toute façon prononcée clairement dès mars 1975 :

« La fédération C.G.T. de l'énergie est « favorable au développement des moyens de production d'électricité d'origine nucléaire » car « dans l'état actuel des connaissances scientifiques, seule l'électronucléaire peut permettre de faire face à l'accroissement considérable des besoins en énergie » ; « la progression de la consommation d'électricité se poursuit, il faut la satisfaire » (1).

Quel meilleur atout entre les mains des constructeurs de centrales nucléaires que la C.G.T. ; mais pas n'importe quels constructeurs :la C.G.T. regrette que la France soit dépendante des trusts multinationaux en ce qui concerne l'énergie nucléaire et « dénonce le programme gouvernemental actuel qui rend notre pays dépendant des monopoles multinationaux... ce qui montre la nécessité de nationaliser l'industrie de construction électro-nucléaire » (1).

A quand un tel refrain chanté sur l'air du « clairon » de Déroulède ! Pelloutier, Griffuelhes, Monatte doivent s'en retourner dans leur tombe. Nous serons atomisés, et plus particulièrement notre descendance, biologiquement et socialement, mais avec du bon plutonium bien national !

(1) Extraits de la déclaration adoptée par le bureau de la fédération C.G.T. de l'Energie à Paris, le 8 avril 1975.

A la connaissance de ces déclarations, ou du moins de ces quelques échantillons, plusieurs constatations s'imposent, qui ne font d'ailleurs que confirmer ce que nous savons :

— la C.G.T. cautionne un système économique basé sur une consommation croissante d'énergie sans en déterminer les causes et les buts.

— la bureaucratie confédérale approuve logiquement un programme nucléaire, mais ne semble pas être au courant des impasses d'un tel programme (les centrales nucléaires ne peuvent pas fournir une énergie électrique de masse pour diverses raisons) et si oui, approuve implicitement l'élaboration des surrégénérateurs (qui eux le peuvent, selon nos technocrates attitrés, tout en présentant des dangers écologiques et sociaux insurmontables).

— c'est une preuve de plus de la soumission de la C.G.T. au P.C.F. qui, idéologiquement, ne peut qu'être favorable au nucléaire.

La position de la C.G.T. s'inscrit donc parfaitement dans l'optique de consommation croissante d'énergie, aux points de vue individuel et industriel, que nous connaissons en société capitaliste. Mais s'agit-il effectivement de « besoins » ou plutôt d'une acceptation de fait d'un des fondements du système économique capitaliste : le cycle « autofinancement — investissement — expansion » qui aboutit au processus sans frein « production-consommation ». Cette perpétuation du principe capitaliste au profit de l'idéologie de la nationalisation et de l'utilisation aboutit au capitalisme d'Etat dont les pays de l'Est sont des exemples types. En fait l'industrialisation intensive des régions est le fruit d'une machine essentiellement capitaliste, en économie de marché ou en économie planifiée étatiquement.

L'industrialisation est inséparable du capitalisme et le capitalisme est inséparable de l'industrialisation, malgré les diverses formes politico-économiques adoptées.

Et l'industrialisation nucléaire est moulée dans ce processus : ses fondements avec un peu d'analyse, nous apparaissent sous leur vrai jour.

Ce n'est pas le consommateur individuel qui consomme la plus grande part d'énergie, c'est bien évidemment la grande industrie qui exige une masse énergétique croissante, pour son expansion et pour sa production. Si l'E.D.F. prône le « tout électrique », ce n'est pas uniquement pour le surplus, assez modeste finalement, d'énergie consommée directement au niveau individuel des « ménages », mais surtout pour conditionner nos réflexes vers l'utilisation et la consommation d'objets et produits électriques qui sortent des usines, du système de production : la production d'énergie n'est donc pas un but en soit, mais le moyen de produire d'un côté (niveau industriel) et de consommer cette production d'autre part (niveau individuel).

Si la position de la C.G.T. semble donc claire, par contre ses études sur le problème nucléaire semblent l'être moins, ou alors cache-t-elle une partie du jeu : l'avenir proprement dit du surrégénérateur.

Du fait des réserves d'uranium estimées probables, des problèmes d'approvisionnement en combustible pour les centrales nucléaires se poseront vraisemblablement dès la fin des années 1970. Conscients de l'impasse, nos technocrates nationaux se lancent dans l'expérimentation des surrégénérateurs : ces centrales de l'avenir (!) utilisent pour combustible environ 20 % de plutonium et 80 % d'uranium enrichi. La technique de surrégénération permet d'une part de reproduire et de multiplier la masse de plutonium (beaucoup de bombes nucléaires en perspective !) et d'autre part de multiplier la puissance énergétique de l'uranium employé (multiplication par 50, espère l'E.D.F.), tout cela pendant le fonctionnement du surrégénérateur : cette usine de mort représente donc l'espoir énergétique de l'avenir pour répondre aux besoins de croissance capitalistes ; ce serait la seule solution à l'impasse énergétique qui nous attend à plus ou moins court terme si nous continuons à parer de toutes les vertus notre système d'industrialisation : la plus grande partie des gisements d'uranium sera épuisée au moment où nous entrerons dans la période de raréfaction en approvisionnement pétrolier.

Il est à prévoir que les technocrates et grands financiers n'abandonneront pas leurs surrégénérateurs facilement, seule perspective énergétique du capitalisme moderne ; attendons-nous à des mesures de répression sans précédent contre ses opposants : l'énergie nucléaire, principal catalyseur de la fascisation du régime ?

Quoi qu'il en soit l'attitude de la C.G.T. est à critiquer sur un second plan. Le bureau de la fédération de l'énergie se réclame partisan intransigeant de l'énergie nucléaire : mais la C.G.T. n'outrepasse-t-elle pas ses droits ?

Est-ce à la C.G.T. de décider si l'énergie nucléaire est un bien ou non ? (ou suit-elle les directives du P.C. ?). Est-ce à elle de décider pour l'ensemble des travailleurs, est-ce à un syndicat d'industrie bien spécifique de décider pour l'ensemble de la population ? L'énergie nucléaire est un phénomène trop grave pour être débattu et considéré au simple niveau corporatiste, c'est au niveau de la commune et de la région que se trouvent les premiers intéressés. Par contre, ce serait certes aux syndicats d'accentuer la dynamique anti-nucléaire, de la coordonner au plan des travailleurs, de ramifier l'action et la propagande dans toutes les industries dépendantes (par exemple la construction).

Une fois de plus est établie la preuve que la C.G.T. est la courroie de transmission du parti vers les masses laborieuses, selon le schéma léniniste du P.C.F. : les travailleurs ont certes plus confiance en la voix de leur organisation de classe qu'en celle d'un quelconque programme politique, centre de décision de leur vie quotidienne incontrôlable et trop éloigné.

BERNARD.

CEUX QUI S'EN VONT

Michel COLLINET

La mort frappe durement, depuis quelque temps, dans la génération des militants de l'entre-deux-guerres.

C'est maintenant *Michel COLLINET* qui disparaît. Qui, militant dans l'extrême-gauche syndicale et politique, n'a pas connu, dans les années 30, Michel Collinet ? C'était un compagnon de Marceau Pivert, socialiste de gauche. C'était un adhérent actif de « l'Ecole Emancipée ». Sa silhouette était connue dans nos Congrès où il apportait le renfort de sa culture et de son talent.

C'était un intellectuel dévoué à la classe ouvrière. Dans ses dernières années, il redonna toute la part qui lui revient au syndicalisme.

La personnalité de *Michel Collinet* mérite mieux que ces quelques lignes. Ceux qui l'ont mieux connu en parleront dans un prochain numéro.

L'AVEU

« Nous techniciens du nucléaire, avons conclu comme Faust un pacte avec la société... Le prix que nous réclamons pour cette énergie magique est une vigilance sans relâche et une longévité des institutions sociales... La découverte de la bombe a provoqué la formation d'une « prêtrise militaire » dont dépend notre survie. »

(Extrait d'un article d'Alvin Weinberg, directeur du centre nucléaire d'Oak Ridge aux U.S.A.).

Le 30 juillet, à CREYS-MALVILLE (Ain) manifestation de masse **contre la construction, dans ce site, de surrégénérateurs, contre le SUPERPHENIX mortel.**

APPRENDRE A VIVRE SUR LES RUINES D'UNE ILLUSION

Les anciens lecteurs de la « R.P. » ont gardé le souvenir des articles de Collinet (n° 330, août 49) et de Monatte (n° 351, mai 51 et n° 372, avril 53) les invitant à lire et à méditer la suite romanesque publiée alors par Manès Sperber : 1° « Et le buisson devint cendres », 2° « Plus profond que l'abîme », 3° « La baie perdue » (éditions Calmann-Lévy). Pas un roman historique à proprement parler mais un témoignage passionnant sur l'homme révolutionnaire en Europe dans cette période (1931-1945), où des hommes comme l'auteur et son héros, Doïno Faber, devaient « apprendre à vivre sur les ruines d'une illusion » (pour reprendre une expression de Sperber lui-même dans son livre sur « Alfred Adler et la psychologie individuelle », collection Idées, n° 275, éditions Gallimard).

Je crois que nous sommes nombreux à avoir suivi le destin de Doïno Faber avec l'émotion qu'on accorde tout naturellement à ce qui frappe un compagnon d'espoir et de défaite. Emotion renouvelée, il y a deux ans, quand nous avons vu le bleau film réalisé par H. Glaeser sur un épisode du troisième tome, « Qu'une larme dans l'océan. »

Tous ces préliminaires pour dire dans quelles conditions nous lisons aujourd'hui les mémoires que Manès Sperber a entrepris d'écrire sous le titre général « Ces temps là... » (éditions Calmann-Lévy). L'an dernier, le premier tome, « Porteurs d'eau » racontait son enfance dans un *chtettel*, une petite bourgade juive enclavée dans la partie autrichienne alors de la Galicie. On y attendait toujours l'arrivée du messie alors qu'en 1916, devant une poussée des armées russes, le jeune garçon et sa famille doivent fuir et se réfugier à Vienne. Le jeune Manès avait dix ans et demi quand il débarque dans la capitale, la grande ville qui devait jouer un rôle si important dans sa vie.

Là il connaîtra les mouvements de jeunesse socialistes ou sionistes ; il y développera son goût de la discussion. Il s'émancipera aussi des croyances juives. Surtout, il fera la connaissance d'Alfred Adler, le psychologue ancien compagnon de Freud désormais séparé de lui.

Dans le deuxième tome des mémoires paru cette année, « Le Pont inachevé », la première partie concerne les années d'apprentissage à Vienne, sous l'influence d'Alfred Adler, dans le bouillonnement intellectuel et politique des années d'après guerre alors que l'effondrement de la double monarchie a bouleversé les conditions de vie des Viennois. Alors aussi que la social-démocratie, malgré la qualité intellectuelle de ses dirigeants, semble incapable de mener une lutte vraiment révolutionnaire.

En 1927, Manès Sperber part pour Berlin, persuadé que là, il pourra mieux servir son idéal révolutionnaire tout en animant des groupes d'études liés à Alfred Adler. Pratiquement, cela signifie qu'il entre au parti communiste allemand, le plus puissant alors des partis communistes occidentaux. Il se trouve alors confronté avec le problème que tous les militants honnêtes de ces partis ont dû tôt ou tard se poser : faut-il continuer à suivre la discipline du parti quand, en toute conscience, ses analyses paraissent fausses, ses décisions criminelles ? A Berlin, au début des années 30, ce n'était pas sans conséquence : le PC n'hésite pas à favoriser les progrès des nazis, leur prise du pouvoir en Prusse pour lutter contre les soi-disant traîtres de la social-démocratie. Oui, on reste sidéré aujourd'hui qu'il ait fallu en passer par là, mais n'en soyons pas si étonné, rappelons-nous qu'en 1950, que dis-je, en 1953, il y avait encore des miiltants pour chanter la gloire de Staline (en 1953, tous les députés, à seulement deux exceptions près, écoutaient debout l'éloge de Staline par Herriot).

On retrouve alors la question que chaque ancien militant communiste se pose : comment les autres militants ont-ils pu supporter plus longtemps que moi les contraintes et les mensonges du parti ? Pour qui n'avait pu supporter les procès de 36, attendre le pacte Staline-Ribbentrop de 39, n'est-ce pas insensé ? J'ai entendu Manès-Sperber lui-même avoir du mal à admettre que Ernst Fischer ait attendu pour rompre que l'orthodoxie communiste ait rejeté Kafka aux oubliettes. A chacun sa sensibilité, sa lucidité.

Il y a là une réalité pénible qu'il faut avoir le courage de reconnaître. Significatif à ce sujet est l'épisode de la jeune ukrainienne, Cl., qui avait fui la Russie, vers 1930 et disait à Sperber « Pourquoi ne veux-tu pas nous croire ? Pourquoi préfères-tu les mensonges des autres, leur tromperie ? » L'avertissement demeurait inutile. Chacun doit vivre sa propre expérience ; une fois qu'on est entré dans la machine du parti, il faut passer sous sa meule. La vraie question est de savoir comment on en sortira. « Le difficile, écrivait Camus, est d'assister aux égarements d'une révolution sans perdre la foi dans la nécessité de celle-ci » (dans sa préface au « Moscou sous Lénine » de Rosmer).

En 1919, des organisations de solidarité juives permirent à des petits Viennois de passer des vacances à Amsterdam. Le jeune Manès s'y reconstitua un peu physiquement et apprit à découvrir les charmes et les richesses de cette ville, de ses musées,... A propos de la fameuse *Ronde de nuit* de Rembrandt, il nous propose quelques remarques sur l'apport d'une œuvre d'art de ce genre en comparaison avec celui d'un texte, aussi éloquent soit-il : tout texte est nécessairement linéaire et analytique, on n'en finit pas de ressentir ce que, globalement, exprime ce tableau, ou telle sculpture... Il y a aussi, dans ce livre une foule de portraits ; le psychologue s'intéresse moins aux doctrines qu'aux personnes et à leurs destinées. En particulier dans les milieux juifs et dans les attitudes des autres vis-à-vis des Juifs. A ce propos, est révélateur le heurt du jeune Manès avec son professeur d'allemand parce qu'il avait osé, lui Juif, écrire ce que son professeur considérait comme des réserves critiques sur Goethe, le-grand-poète-de-la-grande-nation-allemande ! Parmi les portraits des hommes rencontrés à Berlin dans les années cruciales qui précèdent la prise du pouvoir par Hitler, je citerai celui du jeune Bertolt Brecht (il avait alors trente-deux ans et venait de remporter un grand succès avec « Opéra de quatre sous ») et ce jugement : « ... les fausses routes l'ont attiré irrésistiblement sa vie durant... Son indigne ambiguïté et sa duplicité doublement cachées. » (p. 179).

On peut trouver de tels jugements sévères selon que nous aurons eu, personnellement, d'autres occasions de connaître une personne. Tant pis ou tant mieux. Ce qui m'a paru le plus instructif dans ces mémoires, c'est qu'elles peuvent nous aider à mieux comprendre action et pensée des hommes que nous avons été dans les bouleversements de ce milieu du XXe siècle, animés de folles espérances, nous querellant pour des riens (mais c'est aujourd'hui seulement que nous pouvons dire « pour des riens »), et toujours écrasés, en apparence seulement puisqu'en 1977, il y a encore des hommes comme Manès Sperber qui peuvent nous parler, entretenir ce qui était jadis une flamme. En soufflant sur les braises juste comme il faut, sans concession à l'éloquence, en cherchant simplement la vérité.

Aujourd'hui Manès Sperber croit-il qu'il soit possible de ranimer la flamme ? On peut croire que non, son ton est souvent celui d'un sceptique. « Si brève que soit la vie humaine, elle est assez longue pour nous métamorphoser en survivants (p. 35) ». Mais il n'aurait pas écrit ce livre de survivant s'il ne pensait pas pouvoir tout de même aider ceux qui viennent à poursuivre la lutte qui ne finira jamais.

Gilbert WALUSINSKI.

LEON TROTSKY

par Louis COMBY

Dans une nouvelle collection dite « Leurs vies », placée sous la direction de P. Milza, les éditions Masson viennent de publier l'ouvrage d'un « jeune historien », Louis Comby, relatant avec une précision et une concision très remarquables, la vie et le tragique destin de Léon Trotsky.

Le sujet n'est, certes, pas nouveau ; il a été abordé par nombre de grands auteurs, à commencer par Trotsky lui-même et par son mémorialiste fidèle, Isaac Deutscher, mais il est loin d'être épuisé.

Louis Comby ne vise pas à présenter le grand révolutionnaire sous un jour nouveau. L'intérêt de son ouvrage réside dans un raccourci très saisissant. C'est une « somme » en 180 pages, où tout l'important est exprimé, ce qui représente un effort considérable et une performance réelle. Les principaux chapitres sont suivis d'un résumé excellent des études, points de vue, commentaires et controverses les plus récents suscités par la pensée et l'action de l'homme qui n'a pas craint, pour l'honneur de notre espèce, de « monter à l'assaut du ciel et de la terre » et qui a souffert mille morts avant de succomber au piolet du bourreau de Staline le 21 juin 1940, près de Mexico.

Les divers épisodes de la lutte du « chef génial », appuyé par un appareil de police et de répression sans équivalent, contre Trotsky désarmé, ramenés par L. Comby à l'essentiel sans aucun appauvrissement, se lisent comme une tragédie antique. Ils se succèdent dans leur fatalité, comme les séquences d'un film qui s'achèverait par la mort du Juste.

Mais, rien n'est plus frappant, dans ce duel inégal, que de constater à quel point l'entourage du « Vieux » était *partout* infiltré par les agents camouflés du Guépéou. Ainsi Staline peut-il retourner contre Trotsky toutes les initiatives que prend celui-ci en vue de poursuivre la lutte révolutionnaire. De la même façon il le touche en toute occasion au plus vif de ses affections intimes et il lui prouve chaque jour son implacable détermination de le détruire. Un tel acharnement relève d'un délire auprès duquel le « fatum » de la famille des Atrides parait une légende presque anodine.

L'irréparable une fois accompli, il faut bien, en effet, s'interroger sur les erreurs commises, dont la répétition parait, après coup, surprenante, Natalia Trotsky a évoqué « l'impossibilité de transformer une vie entière en une continuelle et unique auto-défense car, dans ce cas, la vie elle-même perd toute sa valeur ».

Certes, mais citons quelques exemples :

— Trotsky veut préserver ses archives personnelles. Il charge son fils, Léon Sédov, de les mettre en lieu sûr à Paris. Celui-ci se fait aider par un ami éprouvé, « Etienne », collaborateur de toute confiance et unique confident : quelques jours plus tard les archives sont cambriolées !...

— Léon Sédov souffre de l'appendicite, mal banal. Il se fait opérer sous un nom d'emprunt dans une clinique parisienne : deux personnes seulement connaissent l'adresse : la compagne de Sédov et... « Etienne ». Le malade opéré va bientôt quitter l'établissement. Après qu'il fut resté quelques heures sans surveillance une mystérieuse complication intervient. Il meurt à trente-deux ans le 16-2-1938.

— Notons que le même « Etienne » se trouve le 3 septembre 1938 parmi les 22 délégués de 11 pays réunis à Périgny, chez Alfred et Marguerite Rosmer, lors de la constitution de la IVe Internationale. Or, la suite a montré qu' « Etienne » était un authentique agent du Guépéou !...

— Enfin, les facilités que Jacson-Mornard-Mercader trouve pour pénétrer dans la maison de Trotsky et l'abattre relèvent, elles aussi, d'une confiance excessive, pour qui mesure l'importance de l'enjeu.

Le livre de Louis Comby suggère évidemment bien d'autres réflexions qu'il faut laisser aux lecteurs le soin de formuler. De notre point de vue, il est passionnant.

Ces lignes ont été écrites le 5 juin 1977 à Périgny-sur-Yerres dans la maison même où se tint, trente-neuf ans plus tôt, la réunion constitutive de la IV[e] Internationale et quelques vieux militants de la « R.P. » étant présent nous avions tous l'impression qu' « Alfred et Marguerite » étaient de nouveau avec nous chez eux comme autrefois. — **Pierre GODEAU.**

Les tribulations de celui qui voulait acheter une voiture en URSS

Voici ce qu'on pouvait lire dans la « Komsomolskaïa Pravda » *de la région de Rostov le 11 mai 1976 :*

« Cela fait douze ans que je suis chauffeur au dépôt automobiles de l'union de consommation du district d'Azov. Nous livrons des marchandises dans les magasins des villages. Le mauvais état des routes, les détériorations fréquentes, le manque de pièces détachées sont décourageants. Ceux qui ne peuvent s'y faire s'en vont, mais moi, je travaille toujours, et avec le même véhicule. Je puis dire sans fausse modestie que je travaille consciencieusement ; c'est pourquoi j'ai reçu des félicitations et des primes d'encouragement. Voilà quatre ans que l'on m'a conféré le titre de oudarnik (travailleur de choc) du travail communiste.

Un jour, utilisant le droit dont jouissent les travailleurs d'avant-garde, j'ai demandé à la direction du dépôt du district de m'aider à acquérir une voiture particulière. On ne m'a pas refusé, bien au contraire, on m'a conseillé : « Obtiens, m'a-t-on dit, l'intercession du comité syndical local et du directeur du dépôt d'automobiles, et dès que tu l'auras, la direction pourra demander au comité d'exécution du district ». Je reçus rapidement les documents nécessaires et la décision de l'union de consommation. C'est là que tout a commencé... C'est plus d'un lundi que je suis allé voir M. Danilenko, le président du comité exécutif du district, mais sa réponse était toujours la même : « Nous n'avons pas de fonds ».

Et puis ce fut la fête dans ma rue : le 10 septembre 1975 le comité exécutif du Soviet du district de Azov prit la décision n° 335 de « réserver une automobile pour la vendre au travailleur d'avant-garde I.A. Korobko, chauffeur au dépôt automobile de l'union de consommation. »

J'ai alors rempli une procuration, j'ai versé de l'argent, mais je n'ai pas reçu de voiture. Ce n'était rien, sans doute la voiture n'était-elle pas encore sortie d'usine ; j'attendrai. Un mois s'écoula, il n'y avait toujours pas de voiture. Puis un mois encore. Je devais verser le solde. Je le versai. Enfin on m'annonça à l'union de consommation que « je pouvais aller au dépôt universel de l'union régionale de consommation et recevoir la récompense de mon bon travail. »

Il ne m'était pas facile de trouver un jour libre. Pourtant un jour, en fin d'après-midi, je pris le chemin de Rostov. Au dépôt, je rencontrai l'expert en marchandises qui m'annonça : « Il n'y a pas de voiture pour vous. Voici notre liste ; il n'y a que des kolkhoziens d'avant-garde : éleveurs, spécialistes de la motoculture... » Il n'y avait rien à faire : je traversai toute la ville pour me rendre à l'union régionale de consommation et me précipitai chez le président. Il était absent. J'allai voir ses adjoints. Ils sont six ; je pensais que l'un d'eux au moins recevrait une personne de ses propres services. Je n'ai pas été reçu. Les secrétaires ne m'ont pas laissé entrer. Et ce qui est le plus vexant : dès qu'elles apprenaient que je venais « à propos d'une voiture », les personnes à qui je m'adressais faisaient

une tête de six pieds de long, disant qu'il ne manquait plus que le chef s'occupe d'un propriétaire. Pourtant, dites-moi, est-ce que je voulais voler cette voiture ou l'acheter par une voie détournée avec des rentes ne provenant pas de mon travail ? Non. J'ai travaillé pendant douze ans pour pouvoir acheter une voiture. Pourquoi alors cette suspicion à mon égard ? En quoi est-on coupable de vouloir acheter une automobile plutôt qu'une bicyclette ?

... Pendant que j'allais et venais parmi les bureaux, le président revint. J'implorai la secrétaire : « Je viens du district, et il fait déjà nuit ; si je dois revenir je vais perdre une journée de travail... » « Non et non, me répondit-elle, venez un lundi, c'est le jour de réception ». De Rostov je rentrai chez moi et allai voir Danilenko, le président du comité exécutif du district. Car c'était lui qui m'avait donné les papiers pour la vente d'une voiture. Je lui racontai mes tourments ; il ne fit que hausser les épaules : « Je ne puis vous donner un autre document ».

— Vous confirmez donc celui-ci, alors téléphonez à l'union régionale de consommation ou au comité exécutif régional ; ils ne veulent pas reconnaître votre papier.

— Allez-y vous-même et entendez-vous avec eux.

Eh ! bien j'y suis allé. Je suis allé chez l'adjoint au président du comité exécutif régional, Lavrentiév (Il dirige le service commercial). Je me suis fait inscrire dans la queue et j'ai attendu. Au bout de deux heures, je suis rentré dans son bureau. « Asseyez-vous, me dit-il, sans relever la tête. Qu'y a-t-il pour vous ? » Je me mis à lui expliquer. Mais il me rendit mes documents : « Ce n'est pas ici que vous devez vous adresser. Allez voir Ermakov, le président de l'union régionale de consommation ». J'ai franchi une porte ; on m'a dirigé vers une autre avec la même explication : « Vous ne pouvez pas acheter de voiture car vous n'êtes pas un kolkhozien d'avant-garde ».

« J'en arrive au bout de ma pensée. Il me semble que le bureaucratisme et les lenteurs administratives subsistent à cause de l'insuffisance de publicité dans le travail de tel ou tel établissement. Prenez mon exemple. Quelqu'un, sans connaître exactement les règles du commerce des automobiles, m'a dit que je pouvais en acheter une. Un autre, sans savoir où cela mènerait, à pris une décision officielle. Et un troisième, s'il connaît la loi, s'étonne de l'irresponsabilité des premiers et m'envoie à tout hasard vers un quatrième. Il s'avère qu'à la base de tout se trouve l'irresponsabilité personnelle pour le travail confié. Toujours est-il qu'il me semble que les queues dans lesquelles un travailleur perd des heures et des jours sont illicites. De même que le bureaucratisme est illicite ».

(I. Korobko, chauffeur, district de Azov, région de Rostov, *« Komsomolskaïa Pravda »*, 11 mai 1976).

PARMI NOS LETTRES

sur l'Europe et sur Soljenitsyne

de PRUGNOT (Haguenau) à GUILLORE :

Les polémiques continuent donc à aller bon train. Je ne m'en plains pas, car ce n'est que du choc des idées qu'on peut espérer faire jaillir quelques étincelles de vérité, — entreprise plus que jamais difficile aujourd'hui, — ce triste, sinistre aujourd'hui où l'humanité semble bien engagée sur les voies de son auto-destruction (à ce sujet, je crois que les articles sur les centrales nucléaires donnés depuis quelque temps dans la « R.P. », sont, de loin, les plus importants). La polémique avec Sartre a certes son intérêt et vos arguments, à Hagnauer et à toi, ne sont pas sans valeur. Mais Sartre, sur certains points, n'a pas tout à fait tort. Il n'est pas le seul à exprimer les craintes d'une « Europe germano-américaine » (je constate que Bourdet et Ch. Piaget (Lip), avec beaucoup d'autres, lui emboîtent le pas). L'imbécillité du mur de Berlin, le grotesque pas de parade en R.D.A. (et à bas la marche par quatre partout, au pas de parade ou non...), tout cela est vrai. Cela ne suffit pas à nous empêcher d'avoir les yeux ouverts sur ce qui se passe en R.F.A. : la « chasse aux sorcières », très réelle — la protection officielle accordée aux anciens tortionnaires nazis (malgré les « accords » entre les gouvernements français et allemand) devenus de braves bourgeois rangés et respectés de leurs voisins, le scandale du procès Baader-Meinhof, et j'en passe, — ne serait-ce que la mise au pas des jeunesses socialistes par MM. Schmidt et Brandt, types exemplaires de ces sociaux-démocrates qui s'efforcent de gérer au mieux la société capitaliste, et qui sont tellement empêtrés dans leurs contradictions et leurs jeux indignes qu'ils seront bientôt appelés à céder la place à ces autres « démocrates de la bande à Joseph Strauss (et ceux-là seront moins marrants). Impuissance de tout ce monde-là. Faudrait-il parler des travaillistes, des socialistes portugais ? Et, pour faire bonne mesure, des « eurocommunistes » italiens ? Impuissance générale des partis de gauche — d'ailleurs divisés — face à la stratégie feutrée des gens masqués d'en face. Quant aux travailleurs, les éternels cocus ! Où sont les Internationales syndicales ? Entend-on parler d'elles ? Existent-elles seulement ? A une époque cruciale où de telles organisations devraient avoir de solides plans d'action constructive, parler haut et ferme, se livrer à une propagande intensive... Nous n'assistons qu'aux tristes palabres des chefs de gouvernements : les travailleurs eux, sont pratiquement sans voix. Mais je ne peux m'étendre sur cet aspect lamentable des choses, il faudra y revenir.

Je voudrais seulement, pour l'instant, relever l'aspect polémique de vos argumentations, ce qui m'amène — par le biais de « l'affaire Sartre » — à remettre Soljenitsyne sur le tapis.

Encore une fois, je ne fais nul reproche à celui-ci d'avoir raconté ce qu'il a vu et souffert, — au contraire. Les camps soviétiques sont un scandale, et je suis le premier à me féliciter que Soljenitsyne ait réussi à sortir de cet enfer. Qui, d'ailleurs, nous soupçonnerait d'une quelconque indulgence à l'égard des tortionnaires de là-bas, alors que depuis plus de quarante ans nous n'avons cessé de dénoncer la malfaisance de la bureaucratie russe et l'ignominie des gens en place ? La question n'est pas là. Elle est d'abord dans le fait qu'à la « R.P. » une place de choix est toujours réservée à la dénonciation — justifiée — des traitements dont sont victimes les mal-pensants en U.R.S.S. et dans ses satellites (faits patents, nombreux détails), au détriment de ce qui se passe ailleurs, dans les pays sous dictature fasciste ou dans les « démocraties » capitalistes.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

21, rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.

Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F.

C.C.P. 734.99 Paris

PERMANENCES :

le lundi de 14 h 30 à 16 h 30,

les mercredi et jeudi de 17 h à 19 h,

le premier samedi de chaque mois à partir de 15 h.

ENTRE-NOUS

La plume a encore changé de main aujourd'hui pour cet « entre nous ». Cela ne change rien au fond de notre entretien mensuel.

Il faut d'abord faire le point avec ce sixième numéro de l'année.

Nos amis lecteurs ont pu constater un rajeunissement certain dans le fond comme dans la forme de nos articles. La « relève » tant attendue s'est déjà marquée, bien qu'insuffisante encore. De jeunes camarades ont fait leurs premières preuves dans la rédaction et aussi dans ce qu'on appelle « la cuisine » d'un numéro. Cette dernière tâche est redoutable avec un cercle de copains qui, chacun pour son compte, entendent bien défendre leurs opinions diverses sur le même sujet. Sur une base commune de pensée et d'action à laquelle ils sont tous attachés, ils poursuivent une discussion ouverte et permanente. Et ils n'ont pas l'intention de l'interrompre. On constatera encore dans ce numéro qu'elle ne cesse pas. Les jeunes de la « relève » sont bien d'accord pour qu'elle continue, c'est-à-dire pour que la « R.P. » continue telle qu'en elle-même.

Les lettres reçues récemment de nos abonnés attestent que, pour la plupart, ils ont senti ce commencement de renouveau et ils s'en déclarent satisfaits. Ils approuvent ces centres d'intérêts nouveaux qui se manifestent dans nos colonnes par la plume de jeunes camarades, sans que les anciens en aient perdu pour autant le souffle et la parole.

Alors, est-ce que tout va bien ? Mais non ! Nos préoccupations permanentes subsistent. Nous ne pouvons nous satisfaire d'un trop faible réseau d'abonnés, alors que « ceux qui s'en vont », une bonne partie de la génération de l'entre-deux-guerres, ne sont pas remplacés aussitôt par de jeunes militants armés d'une expérience nouvelle. Au point de vue de nos finances, nous avons eu un moment l'impression de mieux respirer. Mais où en sommes-nous au milieu de l'année ? Nous nous sommes libérés complètement des factures — lourdes — du premier trimestre. Nous allons être à la fin du second et les camarades constateront, en suivant nos tableaux « D'où vient l'argent ? », que nous sommes redevenus pauvres, pauvres comme nous l'avons toujours été du point de vue de nos liquidités monétaires. Ils savent aussi que la période où nous entrons, prélude à l'assoupissement des vacances, n'est pas favorable aux bonnes rentrées de fonds. Eh bien ! il faut qu'ils se réveillent, qu'ils entendent l'appel que nos jeunes camarades ont lancé dans le numéro précédent : souscrire des abonnements d'essai pour d'autres, envoyer des listes de « possibles ». Cet appel a déjà été entendu. Nous le renouvelons. Que nos amis n'oublient pas la « R.P. », leur « R.P. » !

LES FAITS DU MOIS

DIMANCHE 1er MAI. — Manifestations ouvrières en France et dans tous les pays où le 1er mai n'est pas devenu une parade officielle. En Turquie, 1er mai sanglant : trente morts à la suite d'une fusillade.

SAMEDI 7. — A Londres, conférence « au sommet » des grands pays industriels ; la Communauté européenne y est représentée en tant que telle.

MARDI 10. — Ouverture, à Vichy, du congrès confédéral Force Ouvrière ; contre la rupture d'une véritable politique contractuelle, le secrétaire général André Bergeron appelle à une grève générale interprofessionnelle de vingt-quatre heures.

— Le journal « L'Humanité » publie une interprétation chiffrée du programme commun de la gauche par le parti communiste.

JEUDI 12. — Duel télévisé entre le Premier ministre Raymond Barre et le leader du parti socialiste François Mitterrand.

LUNDI 16. — Grève générale au pays basque espagnol après quatre jours d'affrontements violents entre manifestants et policiers.

MARDI 17. — Rencontre entre les trois leaders de la gauche, socialiste, communiste et radical de gauche, pour l'actualisation du programme commun.

MERCREDI 18. — Elections en Israël : le parti Likoud, droite nationaliste et annexionniste, l'emporte sur le parti travailliste au pouvoir depuis trente ans.

JEUDI 19. — En France, le conseil des ministres dépose un projet de loi pour l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage uiversel direct, par listes nationales et à la représentation proportionnelle.

VENDREDI 20. — Le président Carter définit une politique restrictive d'exportations d'armements.

LUNDI 23. — En Hollande, un commando de réfugiés des îles Moluques immobilise un train et retient ses passagers en otage ; un autre commando investit une école : les écoliers sont prisonniers.

MARDI 24. — Grève générale en France décidée par toutes les organisations syndicales : participation massive.

— Podgorny, président du Soviet suprême de l'U.R.S.S., est démis de ses fonctions au Bureau Politique.

JEUDI 26. — En Hollande, les socialistes gagnent les élections ; ils reviennent au parlement avec dix sièges de plus.

VENDREDI 27. — Au nord de la Hollande, les écoliers retenus en otages par un commando moluquois sont libérés ; les 50 passagers d'un train immobilisé par un autre commando, sont toujours prisonniers.

—Les ouvriers de Lip, près de Besançon, reprennent l'initiative après un an de « chômage technique » ; ils se disposent à reprendre à leur compte la fabrication et la vente de montres.

— En Angola, une insurrection a tenté de renverser le président Neto.

LUNDI 30. — Ouverture à Paris d'une nouvelle conférence dite « nord-sud » ; elle rassemble les ministres de 27 pays dont 8 pays industrialisés et 19 pays en voie de développement, plus un représentant de la Communauté européenne.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE MAI 1977

RECETTES

Abonnements ordinaires	1.210,05	
Abonnemest de soutien	1.754,20	
		2.964,25
Souscription		482,50
Vente au n°		164,00
Total des recettes		3.610,75
En caisse 1-5-77		4.815,37
		8.426,12

DEPENSES

Solde n° 630 (février 1977)	581,34
N° 631 (mars 1977)	5.567,70
Voyage mai 1977	164,00
Téléphone	123,84
Total des dépenses	6.436,88
En caisse 31-5-77	1.989,24
	8.426,12

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Blondeau (75020), 100 ; H. Legrain (93), 80 ; S. Martinet (75014), 200 ; Geslin (45), 120 ; Giraud (91), 100 ; Malfatti (75020), 80 ; Bobillier (Suisse), 100 ; Gallin (Suisse), 94,20 ; Daniel (29), 100 ; L. Guyard (92), 100 ; Saiter (60), 80 ; Mlle Roudet (06), 100 ; Suz. Aulas (06), 100 ; Mlle J. Fleuret (43), 100 ; G. Escoubet (33), 200 ; Mlle Pironin (63), 100.

SOUSCRIPTION

Duperray (42), 10 ; J.-L. Bureau (92), 112,50 ; Bettendroffer (93), 10 ; Mme Nicolas (93), 20 ; L. Guyard (92), 100 ; E. Sauve (24), 30 ; Body (78), 100 ; Th. Lippe (Belgique), 100.

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton, Paris-12e
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le directeur de la publication : Raymond GUILLORE.
Commission paritaire n° 22.071.